Rapport Annuel 2006

Service Jésuite des Réfugiés

<http://www.jrs.net>

Le JRS a été fondé par le père Pedro Arrupe SJ en 1980. Le JRS est un organisme catholique destiné à accompagner, servir et plaider la cause des réfugiés et des personnes déplacées de force.

Le *Rapport 2006* est publié en français, anglais, espagnol et italien.

Photo de couverture: École soutenue par le JRS, camp de réfugiés de Gihembe, Rwanda. Photo de Sergi Camara.

Editeur:	Lluís Magriñà SJ
Rédacteur:	James Stapleton
Production:	Stefano Maero
Aide Production:	Sara Pettinella
Couverture:	Stefano Maero

Les articles peuvent être reproduits avec indication de la source.

Publications régulières du Bureau International du JRS

Dispatches, bulletin bi-mensuel, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et activités du JRS; il est disponible gratuitement par e-mail, en français, anglais, espagnol, et italien.

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis sur pied pour les aider. Disponible en français, anglais, espagnol, et italien.

Pour recevoir gratuitement *Dispatches* et *Servir* abonnez-vous à travers le site web
<http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Table des matières

Message du Directeur International	3
Le JRS et l'advocacy	4
La détention	5
Les projets du JRS dans le monde	6
L'éducation en Afrique	8
Afrique de l'Est	9
Grands Lacs	15
Afrique Australe	19
Afrique de l'Ouest	25
Asie Pacifique	29
Asie du Sud	35
Europe	39
Amérique Latine et Caraïbes	45
États-Unis – Canada	51
Les finances du JRS	53
Les publications du JRS	54
Pour contacter le JRS	56

Sara Pettinella/JRS

Matériel fourni par le JRS aux étudiants, qui suivent des cours à distance de l'Université d'Afrique du Sud, camp de réfugiés de Kakuma, au nord du Kenya

MESSAGE DU DIRECTEUR INTERNATIONAL

L'année dernière, des tendances positives en matière de protection ont été renforcées tandis que celles négatives se sont aggravées. L'UNHCR a aidé avec enthousiasme des centaines de milliers de réfugiés à rentrer chez eux dans des sociétés sortant de conflits, souvent dépourvues de services. Pendant ce temps, les réfugiés fuyant leur terre ont eu de plus en plus de mal à assurer leur protection. La xénophobie a conduit à des politiques plus strictes en matière de migration et de réfugiés dans plusieurs parties du monde, affectant particulièrement les plus pauvres et les plus faibles.

Le personnel du JRS, dans plus de 20 pays, a dénoncé l'usage arbitraire de la détention administrative ainsi que la permanence forcée dans des camps fermés, jugés comme moyens de décourager l'arrivée de réfugiés. Extrêmement préoccupé, le JRS a donné la priorité au travail avec les détenus immigrés et a joué un rôle clé dans le lancement d'une nouvelle coalition mondiale sur la détention des réfugiés et des migrants.

La reprise d'une guerre civile totale au Sri Lanka a coûté la vie à 3.000 personnes et provoqué le déplacement de milliers d'autres, entravant l'assistance humanitaire. À l'est du Tchad, l'extension du conflit du Darfour a provoqué le déplacement interne de plus de 90.000 personnes, suivi de plus en plus d'enrôlements forcés. Au Darfour, des attaques brutales, quelques fois répétées, ont provoqué le déplacement interne d'au moins 200.000 personnes, et le fléau des violences sexuelles a continué.

Le personnel du JRS, travaillant dans plus de 50 pays, a continué à assister plus d'un demi-million de personnes. Nos équipes ont permis aux personnes déplacées de force de jouir de leurs droits, et elles leur ont offert des formations professionnelles et des services de base. En écoutant les déplacés de force, le JRS a établi les priorités de l'advocacy.

Les processus de reconstruction et de réhabilitation post-conflit ont commencé en Angola, au Burundi, en République Démocratique du Congo, au Libéria et dans le sud du Soudan. Les

équipes du JRS ont dénoncé le manque d'infrastructures là où des personnes déplacées de force étaient de retour. Le succès de ces processus dépend en grande partie du soutien de la communauté internationale.

La perspective de la réinstallation de réfugiés bhoutanais et birmans, longtemps renfermés dans des camps au Népal et en Thaïlande, dépendant de l'aide humanitaire et dans l'impossibilité d'accéder au marché du travail local, s'est améliorée l'année dernière. Un certain nombre d'États, en particulier les États-Unis, ont annoncé qu'ils prendront en considération les demandes d'asile des personnes se trouvant dans l'impossibilité de rentrer chez elles ou de s'intégrer localement. Nous espérons que dans les années à venir ce seront les réfugiés les plus vulnérables qui bénéficieront d'une protection à long terme.

L'accès aux services sociaux et aux marchés du travail est sans doute le sujet le plus délicat pour les pays accueillant des réfugiés. Le Kenya, la Namibie et la Zambie ont fait quelques pas en avant concernant la diminution des restrictions

relatives aux réfugiés qui ont vécu pendant des années dans des camps fermés. Le gouvernement du Kenya a promulgué une loi donnant aux réfugiés le droit, entre autres, de travailler à leur compte. À la suite du retour de milliers d'Angolais, les gouvernements namibien et zambien ont annoncé publiquement qu'ils accorderaient des permis de résidence à long terme aux réfugiés vulnérables se trouvant dans l'impossibilité de rentrer chez eux.

Ces mots ne servent pas simplement à nous rappeler les espoirs et les horreurs de ce monde. Ils nous exhortent à agir: pour accompagner, servir et défendre les droits des réfugiés oubliés. Comme disait notre fondateur, le père Pedro Arrupe, dont on fêtera le centenaire de naissance en novembre, "C'est seulement en étant un homme-pour-les-autres que l'on devient entièrement humain, pas simplement au sens naturel mais aussi au sens spirituel."

LLUÍS MAGRIÑÀ SJ

"EN ÉCOUTANT LES DÉPLACÉS DE FORCE, LE JRS A ÉTABLI LES PRIORITÉS DE L'ADVOCACY."

LoIn Menéndez RSCJ/JRS

Camp de réfugiés soudanais, à l'est du Tchad

LE JRS ET L'ADVOCACY

Au début du mois de mars, la détermination de six priorités interrégionales stratégiques pour l'advocacy a posé les bases d'une future coopération entre les équipes du JRS à travers le monde. Les rencontres nationales et internationales sur l'advocacy – à Rome, à Santo Domingo et à Bangalore – ont constitué l'occasion de discuter sur les lois internationales concernant les droits de l'homme et sur le développement de compétences en matière de communication; ils ont aussi offert l'opportunité au personnel de discuter d'approches stratégiques dans leur travail.

À la rencontre annuelle sur l'advocacy, les représentants régionaux ont mis l'accent sur le besoin d'échanger les informations sur des thèmes relatifs aux enfants soldats, à la détention d'immigrés, à la recherche de solutions durables, à la sécurité alimentaire, aux mines antipersonnel et aux violences sexuelles ou liées à l'appartenance sexuelle.

Par ailleurs, le JRS a soutenu et fait entendre la voix des réfugiés et des personnes déplacées de force se trouvant dans de nombreuses situations difficiles. En Indonésie, le JRS a été un acteur important de la campagne pour persuader le gouvernement à ratifier le traité interdisant l'usage des mines antipersonnel. En République Démocratique du Congo (RDC) et en Colombie, le personnel a participé activement aux coalitions nationales contre l'utilisation des enfants soldats, sensibilisant l'opinion publique et offrant aux enfants des alternatives au conflit.

Au niveau international, le JRS a joué un rôle clé dans la mise en place de la Coalition Internationale sur la Détention des Réfugiés, des Demandeurs d'Asile et des Migrants. En juin, l'équipe internationale, en collaboration avec d'autres ONG importantes, a organisé le lancement officiel de la nouvelle coalition. En Europe, le JRS a continué à s'opposer sur le plan politique, à Bruxelles, à la détention administrative.

Un important pas en avant a été fait dans la recherche de solutions durables pour les réfugiés dont la situation est au point

mort. Le JRS s'est engagé à convaincre le gouvernement américain à supprimer les obstacles à la réinstallation des réfugiés bhoutanais et birmans ainsi que les gouvernements thaïlandais et népalais à faciliter l'intégration locale des personnes se trouvant dans l'impossibilité de rentrer chez elles. Au Liberia, le JRS a publié un rapport identifiant les difficultés rencontrées par les personnes déplacées de retour chez elles, encourageant l'État et l'UNHCR à prendre des dispositions pour améliorer le processus.

Dans différentes régions, le JRS a publié du matériel et a participé à des programmes radio sur des thèmes relatifs aux réfugiés. Le personnel a organisé des ateliers pour des parents réfugiés et des fonctionnaires gouvernementaux pour encourager l'éducation des filles et combattre la violence contre les filles et les femmes. Les différents bureaux ont encouragé l'assistance au développement au profit des pays accueillant des réfugiés ainsi que la sensibilisation de l'opi-

nion publique à la question des réfugiés pour promouvoir, entre autres choses, la sécurité alimentaire. Les équipes ont aussi dénoncé la violence continue contre les civils dans différentes parties du monde, en particulier au Sri Lanka.

Le JRS a continué à contribuer au développement de la politique de l'UNHCR à l'égard des réfugiés et à faire pression pour l'introduction de législations nationales pour protéger les droits des réfugiés. Au Kenya, les efforts ont porté leurs fruits quand le gouvernement a décrété une loi protégeant les réfugiés. Les bureaux du JRS en République Dominicaine et en Thaïlande sont restés focalisés sur le problème des apatrides.

Trop de personnes déplacées vivent dans des conditions épouvantables, paralysées dans des situations insolubles. Le seul moyen pour le JRS d'accomplir sa mission d'accompagnement et de service aux personnes déplacées de force est de plaider en faveur des plus oubliés.

ANDREW GALEA DEBONO,
COORDINATEUR DES ACTIVITÉS D'ADVOCACY

"AU KENYA... LE GOUVERNEMENT A DÉCRÉTÉ
UNE LOI PROTÉGEANT LES RÉFUGIÉS."

Don Doll S./JRS

Le JRS aide
les filles à
continuer
l'école, Yeï,
sud du
Soudan

LA DÉTENTION ENTRAÎNE SANS DISCERNEMENT L'ARRIVÉE DES RÉFUGIÉS

LE JRS JOUE UN RÔLE CLÉ DANS LA MISE EN PLACE D'UNE COALITION GLOBALE

De plus en plus de gouvernements à travers le monde utilisent la détention comme outil de gestion de la migration. Ils coopèrent de manière bilatérale et multilatérale et partagent des informations et parfois du personnel pour limiter les flux migratoires. Après avoir affronté des persécutions et l'extrême pauvreté chez eux, un nombre croissant de réfugiés subissent de nouvelles souffrances quand ils sont privés de liberté de mouvement et emprisonnés, simplement parce qu'ils fuient afin de sauver leurs vies.

La détention provoque des souffrances physiques et psychologiques à beaucoup de réfugiés et de migrants, en particulier des enfants. Depuis quelques temps déjà le JRS trouvait nécessaire de partager des ressources et des informations avec d'autres groupes travaillant avec des détenus immigrés, afin de promouvoir un plus grand respect et une meilleure protection des droits humains des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants. L'année dernière, ces groupes se sont réunis pour mettre en place la Coalition Internationale sur la Détention des Réfugiés, des Demandeurs d'Asile et des Migrants (IDC).

La coalition a fixé des objectifs concrets pour encourager les gouvernements à limiter l'usage de la détention d'immigrés, en choisir des formes moins restrictives et à chercher d'autres alternatives. Les membres de la coalition ont reconnu que les pratiques et les politiques de détention dans une région affectaient les autres et qu'ils avaient besoin d'agir à l'échelle planétaire, afin d'estimer et affronter les effets des politiques et pratiques des gouvernements au niveau régional et international.

À l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés, le 20 juin, les bureaux du JRS, avec plusieurs ONG importantes, ont or-

ganisé des conférences de presse dans 16 pays dans le monde pour lancer la nouvelle coalition. L'équipe internationale a organisé la conférence de Rome conduite par le cardinal Martino du Conseil pontifical pour la justice et la paix, Mario Scialoja, président de la Ligue italienne des musulmans, et Alan Naccache, président de l'organisation hébraïque de jeunes *Bnai Brith*. Au niveau mondial, les initiatives de lancement ont reçu une attention significative de la part des médias et ont posé les bases du futur développement de la coalition.

En septembre, le JRS a aidé la coalition à organiser un atelier sur la détention lors des consultations annuelles de l'UNHCR avec les ONG. Par la suite, le comité de direction de la coalition a approuvé un plan d'action stratégique et a décidé de mettre en commun les ressources pour mener une campagne contre la détention des enfants immigrés. En novembre, les membres de la coalition ont publié des communiqués de presse mettant en lumière des cas d'enfants en détention et ont poussé les gouvernements à examiner des alternatives à l'emprisonnement. En décembre, dans les pays où sont actifs les membres de la coalition, un tra-

vail d'estimation des conditions de vie des enfants demandeurs d'asile, réfugiés et migrants détenus a été commencé. La recherche sera terminée en novembre 2007.

Fin 2006, la coalition comptait plus de 100 membres – des ONG, des organisations religieuses, des universitaires et des particuliers – dans plus de 40 pays à travers le monde où des personnes sont emprisonnées simplement à cause de leur statut d'immigrées.

"FIN 2006, LA COALITION COMPTAIT PLUS DE 100 MEMBRES – DES ONG... ET DES PARTICULIERS – DANS PLUS DE 40 PAYS..."

JRS Allemagne

Centre de détention pour immigrés, Berlin, Allemagne

The Hobo-Dyer Equal Area Projection.
© 2004, ODT, Inc. All rights reserved.
www.odt.org

L'ÉDUCATION EN AFRIQUE EN 2006

L'accès à une instruction de qualité est un droit de l'homme fondamental et un outil essentiel de protection. Source d'espoir pour beaucoup, elle peut permettre aux personnes déplacées de force d'aider à construire des sociétés plus justes et plus pacifiques. Malheureusement, un quart des réfugiés dans le monde et plus de la moitié des déplacés internes vivent en Afrique. Malgré l'importance de l'éducation, on estime que 30 millions d'enfants vivant dans des pays d'Afrique fragilisés et marqués par des conflits n'ont pas accès à l'école primaire.

S'attaquer à cette situation représente un énorme défi. Le projet Éducation en Afrique, mis sur pied en 1997, a fourni des compétences pédagogiques et des ressources au personnel du JRS sur le terrain dans les quatre régions du JRS Afrique. Le bureau du projet et le site des ressources matérielles pour l'éducation des réfugiés se trouvent à Nairobi mais les objectifs et la portée de ce projet impliquent le personnel éducatif du JRS et les projets dans 18 pays africains où la prestation de services de qualité est une priorité absolue.

En 2006, la responsable de la coordination de l'éducation en Afrique a visité 24 projets dans 10 pays à travers le continent. En plus d'un support aux équipes du JRS, du partage de compétences et d'exemples positifs de méthodologie et d'un suivi, le JRS a effectué une analyse des besoins et une évaluation des projets.

À la suite d'une analyse des besoins au Tchad, le JRS a organisé un certain nombre de projets pédagogiques. Des évaluations ont mis en lumière les méthodologies positives et ont mis l'accent sur l'importance de permettre aux communautés locales dans des sociétés à peine sorties d'un conflit d'assumer des responsabilités plus importantes en ce qui concerne l'éducation. Sur la base de ces évaluations, les équipes du JRS ont commencé à développer des stratégies détaillées pour mettre fin à des projets ou en transférer la gestion là où le rapatriement de personnes était en cours.

À la suite d'une évaluation des projets au Burundi et en République Démocratique du Congo, le personnel a entrepris la mise en pratique des recommandations. Par conséquent, le JRS Grands Lacs a rédigé un document, *Stratégie d'intervention: programme d'éducation primaire pour les populations marquées par la guerre*, afin de partager des exemples de méthodologies positives dans tout le JRS Afrique et au-delà.

L'évaluation du projet de bourses d'études du JRS Nairobi a recommandé l'adoption de nouveaux critères de sélection et de nouvelles priorités. En 2007, les bourses serviront spécifiquement à prendre en charge les besoins de la communauté dans le domaine de la santé et de l'éducation et à faciliter une participation plus importante des femmes réfugiées.

Basé sur les directives présentées par le Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence, le JRS a tenu trois ateliers pour son personnel sur les niveaux minimum pour l'éducation en situation d'urgence, les crises de longue durée et le début

de reconstruction. Le centre de ressources pour l'éducation a publié un bulletin mensuel et d'autres documents mettant le JRS et d'autres équipes travaillant pour l'éducation des réfugiés au courant du matériel nouveau utile pour améliorer leur travail.

Le personnel du centre a aussi participé à des rencontres régulières avec des ONG – comme le Réseau des jeunes filles, le Forum pour les femmes africaines dans l'éducation, le Comité des ONG sur le Groupe de travail de l'UNICEF sur les filles, et le Réseau foi et justice en Afrique – afin d'aider à mettre en pratique des stratégies pour promouvoir l'accès pour tous à une éducation de qualité.

ROXANNE SCHARES SSND,
COORDINATRICE DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE POUR LE JRS

“EN 2007, LES BOURSES SERVIRONT SPÉCIFIQUEMENT
À PRENDRE EN CHARGE LES BESOINS DE LA COMMUNAUTÉ
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION...”

Don Doll SJ/JRS

École secondaire pour filles soutenue par le JRS, Yei, sud du Soudan

Mark Raper SJ/JRS

AFRIQUE DE L'EST

Réfugiés rwandais assistés par le JRS, ouest de la Tanzanie

En 2006, la région d'Afrique de l'Est a continué à accueillir 7.607.400 déplacés internes et 1.450.800 réfugiés. Il y a eu d'importantes évolutions politiques, dont certaines ont été positives.

Une reprise très forte du conflit civil en Somalie à la suite des affrontements entre l'Union des tribunaux islamiques et le Gouvernement de transition a porté à des déplacements internes massifs et des dizaines de milliers de réfugiés somaliens ont fui vers des pays voisins, en particulier le Kenya. La fermeture de la frontière kenyane qui a suivi a empêché, en particulier aux femmes et aux enfants, la possibilité de trouver un lieu sûr. Relativement peu d'entre eux ont cherché de l'aide dans des centres urbains de la région. Néanmoins, l'impact de leur arrivée dans les projets d'urgence du JRS à Kampala, Addis Ababa et Nairobi a provoqué des ajustements budgétaires. Si l'agitation civile persiste ou s'aggrave, des mesures devront être prises pour mettre en place plus de camps de réfugiés, étant donné que ceux qui existent déjà ne peuvent faire face à l'affluence. Une grave sécheresse suivie d'inondations soudaines dans le nord-est du Kenya, le sud-est de l'Éthiopie et une grande partie de la Somalie ont aussi provoqué beaucoup de réfugiés et de migrants économiques.

"UNE FORTE HAUSSE DES DÉPLACEMENTS AU DARFOUR...A CONTREBALANCÉ TOUTE ÉVOLUTION POSITIVE DANS LA RÉGION."

Des réfugiés soudanais dans la région ont continué à rentrer chez eux, un nombre estimé à 100.574 depuis janvier 2005. Cependant, le taux de retour – dépendant de l'accès aux services de base, de la sécurité, des récoltes

et d'autres facteurs subjectifs et objectifs – est resté bas dans certaines zones. Une forte hausse des déplacements au Darfour, dans l'ouest du Soudan, a contrebalancé toute évolution positive dans la région. Les troupes du gouvernement soudanais sont arrivées en masse dans la province, alors que les groupes rebelles et leurs intérêts ont éclaté, faisant augmenter la tension et l'insécurité. Des pourparlers de paix, se tenant à Juba, capitale du sud du Soudan, entre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement ougandais, ont encouragé des déplacés internes dans le nord de l'Ouganda à rentrer chez eux ou à se rendre dans des camps secondaires désignés où ils pourraient être plus en sécurité. L'accord sur la cessation des hostilités a créé un climat permettant aux personnes de se déplacer librement dans le nord de l'Ouganda et dans le sud du Soudan et a ranimé l'espoir de trouver une solution définitive à ce conflit qui perdure depuis des années.

Une paix relative et l'inclusion effective du dernier groupe rebelle restant, le FNL, dans l'accord de paix, ont persuadé beaucoup de réfugiés burundais en Tanzanie qu'ils pouvaient rentrer chez eux en toute sécurité. Si la paix, la stabilité, la loi et l'ordre peuvent être maintenus et l'approvisionnement en services de base assuré, on s'attend à ce que beaucoup de réfugiés burundais rentrent chez eux l'année prochaine. D'ailleurs, les efforts post électoraux dans la République Démocratique du Congo (RDC) pour mettre sur pied un gouvernement, bien que retardés, ont été relativement pacifiques. En conséquence, des réfugiés congolais ont commencé à rentrer de la Tanzanie. Néanmoins, plusieurs milices et groupes soutenus par le gouvernement ont continué à s'affronter à propos des ressources naturelles dans les provinces du Nord et du Sud Kivu, de Katanga et d'Ituri, décourageant beaucoup de personnes voulant retourner dans ces parties du pays.

Il y a donc eu des points d'inquiétudes et d'espérances dans une vision panoramique de la situation en Afrique de l'Est. Notre souhait pour 2007 est que les processus de paix progressent au Burundi, dans le sud du Soudan et dans le nord de l'Ouganda, et que des chemins pour sortir des crises au Darfour et en Somalie soient trouvés.

JOHN GUINEY SJ,
DIRECTEUR DU JRS AFRIQUE DE L'EST

Les projets du JRS au Kenya

KENYA

advocacy / information

Le JRS a fourni une assistance et une formation techniques aux bureaux nationaux dans la région pour développer des projets pour l'advocacy, comprenant le développement d'un mécanisme de protection pour les réfugiés en danger. Le personnel a aussi publié régulièrement dans les bulletins d'informations et sur le site web régional des nouvelles relatives aux réfugiés et des exemples de bonnes méthodes de travail.

bourses d'étude

NAIROBI, camp de KAKUMA Le JRS a aidé financièrement 280 élèves réfugiés à poursuivre leur éducation primaire, secondaire, professionnelle et universitaire, y compris la formation à distance auprès de l'Université d'Afrique du Sud. Ils ont également participé à des ateliers sur le développement personnel et communautaire. Trois meetings ont été organisés dans le but d'augmenter la capacité des parents et des tuteurs à participer à l'éducation des enfants.

travail de proximité

NAIROBI Le JRS a fourni à 400 nouveaux arrivés – demandeurs d'asile et réfugiés les plus vulnérables – une assistance d'urgence, alimentaire, non alimentaire et financière, ainsi qu'une assistance pastorale et psychosociale. Le personnel est intervenu auprès d'agences gouvernementales et des Nations Unies afin d'aider les réfugiés et les personnes ayant besoin de protection à accéder à leurs services.

activités rémunératrices

NAIROBI Quatre-vingts réfugiés ont reçu une formation en marketing, des prêts et une aide afin de traiter avec les autorités ou d'autres agences.

services sociaux / développement communautaire

KAKUMA Le JRS a fourni une assistance psychologique à 1.026 réfugiés vulnérables, un abri à 100 femmes et enfants réfugiés, et un accueil à 110 réfugiés handicapés. Ces trois groupes ainsi que 45 conseillers ont reçu une formation professionnelle. Le personnel a aussi sensibilisé le reste de la population du camp aux besoins de ces groupes vulnérables.

Sara Pettinella/JRS

Refuge sûr, soutenu par le JRS, pour femmes et enfants, survivants de violences domestiques et d'autres genres, camp de réfugiés de Kakuma, Kenya

Les projets du JRS en Éthiopie

assistance d'urgence

ADDIS ABABA, camp de KALITI Le JRS a fourni une assistance financière, médicale, pour le transport et des biens non-alimentaires aux nouveaux arrivés, demandeurs d'asile et réfugiés vulnérables à Addis Ababa. Les demandeurs d'asile et les réfugiés souffrants ont bénéficié de soins médicaux et ceux qui souffraient de maladies chroniques ont reçu des visites médicales régulières à domicile. L'équipe a aussi offert un soutien pastoral et a tenu des meetings hebdomadaires. Au total, l'équipe a assisté 2.989 personnes. Dans le camp de Kaliti, le JRS a proposé une formation en gestion de commerce et un soutien post formation à 300 chefs de familles déplacées. Des bourses d'étude ont aussi été mises à la disposition des élèves pour suivre des cours dans une école hôtelière. Le loyer et le transport ont été pris en charge pour aider les personnes déplacées à suivre cette formation formelle. L'équipe a également offert un soutien pastoral aux personnes socialement isolées.

centre communautaire

ADDIS ABABA Quelques 680 réfugiés ont profité des cours d'éducation formelle, d'une bibliothèque et du matériel informatique offerts dans le centre en 2006. Des sessions d'étude extrascolaires pour les élèves, des activités sportives et des cours de développement personnel et communautaire, comprenant une sensibilisation à l'VIH/SIDA, ont aussi été organisés.

ÉTHIOPIE

Les projets du JRS en Tanzanie

éducation

Le JRS a fourni une formation d'enseignant au personnel réfugié, offrant des services éducatifs à 4.043 élèves de la maternelle et enfants handicapés dans le camp de Lukole. Les enseignants ont aussi reçu une formation pour s'occuper d'enfants handicapés, sensibilisant l'opinion publique aux questions liées à l'infirmité et fournissant aux élèves un suivi et un soutien à domicile. Les enseignants et les coordinateurs ont accepté une plus grande responsabilité pour la gestion des écoles et ont relevé le niveau de l'implication parentale et communautaire.

Radio Kwizera

La station radio du JRS, Radio Kwizera, a continué à transmettre dans trois langues pour les réfugiés et les habitants locaux à travers le nord-ouest et le sud-est du pays sur divers sujets. Il s'agit d'émissions concernant le programme de rapatriement du Burundi organisé par l'UNHCR, des cours d'éducation formels, des questions de développement communautaire, l'art, le sport et des questions d'actualité. Les émissions soutiennent et en même temps sollicitent les autorités locales et les ONG offrant des services aux réfugiés et sensibilisent l'opinion publique à des questions se rapportant à la protection et au développement des communautés locales et réfugiées.

services sociaux / développement communautaire

Camps de NGARA et KIBONDO Dans ces camps du nord-ouest de la Tanzanie, le JRS a aidé 9.165 réfugiés à travers des cours de formation personnelle et a soutenu des femmes à accéder à des positions de leadership au sein des structures de la communauté et de l'église locale. Les équipes ont aussi fourni des bourses d'études et un support matériel supplémentaire. Des services sacramentaux – baptêmes, premières communions, confirmations, mariages et célébrations eucharistiques – ont été organisés pour des milliers de personnes dans les quatre camps du district de Kibondo.

TANZANIE

Les projets du JRS en Ouganda

UGANDA

collège communautaire / soutien psychosocial

Camps de KITGUM L'année dernière, en collaboration avec des employeurs locaux offrant des possibilités de stages, le JRS a ouvert un collège communautaire pour s'occuper des groupes de jeunes. Après une longue délibération avec la communauté, 100 élèves se sont inscrits à des cours de formation et de développement personnels. Des ateliers de soutien psychosocial ont été offerts aux résidents des camps, ainsi qu'à la population locale sur la construction de la paix, l'alcool et les violences domestiques. Un soutien pastoral et psychosocial sur le terrain a aussi été offert aux résidents des deux camps. Au total, 1.441 personnes ont bénéficié des projets.

éducation

ADJUMANI, MOYO Le JRS a supporté 42 écoles maternelles, 27 primaires et 5 secondaires. Les résultats des examens dans les écoles se sont améliorés par rapport à l'année 2005. Le JRS a fourni du matériel éducatif, une formation continue et une assistance financière à des enseignants. Les équipes ont surveillé et supervisé le travail d'enseignants et ont encouragé l'implication des parents dans la gestion des écoles. Des enseignants ont aussi eu l'opportunité de suivre des formations formelles. Une attention particulière a été prêtée au développement de la capacité des structures scolaires à faciliter l'éducation des jeunes filles et des enfants handicapés. Le JRS a supporté financièrement l'éducation secondaire de 953 jeunes filles et a construit des dortoirs pour filles. L'équipe a aidé 797 élèves avec exigences particulières à obtenir une assistance médicale et en a financé six autres pour leur permettre d'aller dans des écoles spécialisées. Au total, 29.595 réfugiés ont bénéficié des projets.

assistance d'urgence

KAMPALA Le JRS a fourni des denrées alimentaires et non alimentaires, le transport, le loyer et une assistance médicale à court terme à 2.496 nouveaux arrivés et demandeurs d'asile qui attendent que leurs requêtes pour le statut de réfugié soient traitées par l'UNHCR. L'équipe a aussi offert à 1.385 réfugiés des conseils et une assistance juridiques ainsi que des cours de langue hebdomadaires à 41 réfugiés afin de les aider à s'intégrer dans la société ougandaise.

éducation informelle

Camp de RHINO Le JRS a fourni des cours hebdomadaires d'alphabétisation pour adultes à 726 personnes et une formation professionnelle et des activités pour jeunes à 1.718 élèves ayant quitté l'école avant la fin du cursus normal. Le JRS a aussi offert une formation professionnelle en couture à 176 femmes et a mis des machines à coudre à leur disposition, avec la possibilité de les acheter. Une assistance pastorale a aussi été fournie au reste de la communauté. Au total, 5.602 réfugiés ont bénéficié des projets.

pastorale

ADJUMANI, PALORINYA L'équipe locale a fourni une éducation religieuse – catéchisme, développement de groupes de jeunes, conseil paroissial et planification pastorale – pour faciliter le développement spirituel des réfugiés vivant dans les campements. Au total, 15.000 réfugiés ont bénéficié du projet.

construction de la paix / résolution des conflits

Le JRS a organisé des ateliers, des campagnes de sensibilisation et des groupes pour la paix afin d'encourager des initiatives pour la construction de la paix dans les communautés pour répondre de manière plus efficace à des cas de conflit et de violations des droits de l'homme. Des activités sur les droits de l'homme et sur la construction de la paix, en particulier des groupes pour la paix, ont aussi été organisées pour les élèves. Le nombre croissant des requêtes pour organiser des ateliers a été un signe de l'intérêt croissant accordé par les communautés aux questions des droits de l'homme, de la paix et de la violence sexuelle et liée à l'appartenance sexuelle.

Les projets du JRS au Soudan

éducation

NIMULE Dans trois districts de Nimule, en coopération avec les autorités éducatives locales, le JRS a fourni du matériel éducatif et un soutien à 14 écoles primaires, deux secondaires et des centres d'alphabétisation pour adultes, au profit respectivement de 4.006, 540 et 900 élèves. Le support aux fonctionnaires locaux a inclus la supervision des écoles ainsi que le recrutement et la formation d'enseignants et autre personnel pour la gestion des écoles. Les équipes locales se sont concentrées sur l'amélioration du milieu éducatif et sur l'encouragement des élèves de sexe féminin à s'inscrire et fréquenter l'école. Un support matériel et financier a été fourni à 1.379 filles pour les encourager à continuer l'école. En coopération avec d'autres agences, le personnel a aussi sensibilisé la communauté au VIH/SIDA.

KAJO KEJI En collaboration avec le bureau local pour l'éducation, le JRS a amélioré le climat éducatif au profit de 5.515 élèves du primaire et 404 du secondaire, et a offert une formation formelle à 100 enseignants, ainsi qu'une assistance financière à 194 filles. La supervision des écoles a porté à une augmentation des présences et du rendement enseignant-élève et a renforcé la coopération avec les autorités éducatives locales. L'approche plus structurée pour encourager l'instruction des filles a provoqué une augmentation de 12,5 pour cent des inscriptions en classes de primaire et de secondaire.

LABONE En coopération avec le bureau local pour l'éducation, le JRS a fourni du matériel éducatif et un soutien à une école secondaire pour 307 élèves, 12 écoles primaires pour 514 élèves et 7 écoles maternelles pour 3.769 élèves. Les élèves de la maternelle ont aussi reçu des repas. L'équipe a supervisé les enseignants et les méthodes d'évaluation interne et externe. En coopération avec les chefs de communauté, le JRS a travaillé pour augmenter la participation des communautés locales dans la gestion des écoles, et s'est concentré sur l'amélioration du climat éducatif et sur les moyens pour aider les élèves de sexe féminin. Un soutien pastoral a aussi été offert dans cette communauté isolée.

YEI En coopération avec les contreparties locales, le JRS a fourni du matériel éducatif et un soutien à 15 écoles primaires et 2 écoles secondaires, au profit de 8.357 élèves du primaire et 389 du secondaire, y compris 309 filles, encourageant plus de réfugiés à retourner dans le comté de Yeï. Quelques 189 enseignants du primaire et du secondaire ont reçu une formation formelle. L'équipe a encouragé les communautés locales à s'impliquer activement dans la gestion des écoles et a offert un soutien pastoral aux déplacés internes, aux communautés locales et celles de retour, afin de promouvoir des relations communautaires pacifiques.

NORD DU DARFUR Le JRS a offert des cours d'alphabétisation pour adultes (en particulier pour femmes), une éducation primaire et un soutien psychosocial. Des enseignants pour l'alphabétisation des adultes ont été recrutés et une formation a été fournie à des enseignants du primaire. La présence du JRS dans le secteur, en particulier dans les camps pour déplacés internes, leur a offert une protection contre les attaques et a encouragé le dialogue entre les membres de différents groupes ethniques. Au total, 734 déplacés internes ont bénéficié de ces projets.

construction de la paix et résolutions des conflits

Le JRS a organisé une formation de renforcement des capacités pour 2.400 membres de communautés – rapatriés, déplacés internes et autochtones – pour combattre les comportements et attitudes intolérants, et pour réduire l'usage de la violence comme moyen pour résoudre les conflits. La sensibilisation aux droits de l'homme a été systématiquement encouragée dans les écoles, au bénéfice de 15.204 élèves du primaire et 2.097 du secondaire. Tous les groupes ont été sensibilisés aux mécanismes non-violents de la résolution des conflits.

Camp de réfugiés de Kibondo, ouest de la Tanzanie

Élèves de l'école primaire St Bakhita assistés par le JRS, Nimule, sud du Soudan

École primaire de Jigomoni, l'une des quinze écoles soutenues par le JRS à Yei, sud du Soudan

Enfants réfugiés congolais, camp de Kibuye, Rwanda

Irene Guita ASC/JRS

GRANDS LACS

La République Démocratique du Congo (RDC) émerge lentement de 40 années de dictature et d'une guerre dévastatrice qui a fait trois millions de morts. En 2006, Joseph Kabila a été élu président aux deuxièmes élections démocratiques depuis 1960. Cinq fois plus grande que la France, la RDC est prise en otage par un gouvernement faible voire non existant, en particulier dans la région est du pays, couvrant un tiers du territoire national, où de nombreuses armées irrégulières sont encore actives. Bien que certaines aient été démobilisées et intégrées dans l'armée régulière, elles ont continué, ainsi que la police locale, à exploiter et à harceler les populations locales. Un grand nombre de régions de l'est sont des zones "off-limits", les forêts ont envahi les chemins de terre et les rivières ne sont toujours pas sûres pour la navigation.

Dans ce fragile pays en ruine, l'espérance de vie est de 43 ans, 4,2 pour cent des personnes vivent avec le VIH/SIDA, 54 pour cent n'ont pas accès à l'eau potable et 10 pour cent souffrent de malnutrition et de maladies facilement curables, comme la malaria, qui entraînent souvent la mort. Environ 50 pour cent des enfants congolais ne vont pas à l'école et plus de 33.000 sont des enfants soldats. En 2006, quelques 22.750 réfugiés sont rentrés chez eux alors que 409.000 autres attendaient d'être rapatriés. Il y avait encore environ 1.1 million de déplacés internes dans le pays. Ces statistiques montrent les énormes problèmes auxquels la RDC est confrontée. Seule une aide massive pourra rétablir un semblant de normalité. Pour sa part, le JRS renforcera son action future dans les zones les plus oubliées dans l'est de la RDC.

*"À MOINS QUE L'INQUIÉTUDE... NE DISPARAISSE,
TOUTE PERSPECTIVE DE RAPATRIEMENT DES
RÉFUGIÉS RESTERA INCONCEVABLE."*

En 2006, malgré un accord de cessez-le-feu en septembre entre le gouvernement mené par le CNDD-FDD et le dernier groupe rebelle, le FNL, la guerre civile au Burundi n'a pas officiellement pris fin. Mais on considère qu'un accord officiel pour le partage des pouvoirs est imminent. En juin dernier, l'UNHCR a fait évoluer sa politique de rapatriement passant du retour 'assisté' au retour 'facilité', croyant que la fin des hostilités était imminente. Quelques 70.000 réfugiés burundais en Tanzanie sur 350.000 sont rentrés chez eux. Certains ont été assistés par l'UNHCR, mais la majorité est rentrée spontanément. Le retour des réfugiés a submergé le système judiciaire de conflits concernant, entre autres difficultés, des questions de propriété. Alors que le JRS travaille avec les déplacés internes dans la capitale, il prévoit de mettre sur pied des projets dans l'est du Burundi pour assister les rapatriés venant de la Tanzanie.

L'histoire traumatisante et violente du Rwanda à continué à déterminer l'organisation collective et individuelle de ses habitants. Le contrôle gouvernemental sur la vie politique et civile a été absolu. L'accusation d'encourager 'l'idéologie génocidaire' a été utilisée comme prétexte pour l'usage de la répression. Malgré cela, des progrès économiques et sociaux significatifs ont été faits, en particulier en ce qui concerne le développement des infrastructures et les services de santé. Sur le point de rejoindre la Communauté d'Afrique de l'Est, le Rwanda est en train de succomber lentement à l'influence des sphères anglophones.

Le général congolais Nkunda, responsable de beaucoup de combats dans l'est de la RDC, semble être encore soutenu par le Rwanda. Le mois de décembre a été marqué par d'intenses combats et pillages, poussant des milliers de personnes à fuir. À moins que l'inquiétude créée par la milice de Nkunda et par l'armée régulière ne disparaisse, toute perspective de rapatriement des réfugiés restera inconcevable.

TONY CALLEJA SJ,
DIRECTEUR DU JRS GRANDS LACS

Les projets du JRS au Burundi

BURUNDI

advocacy

Le bureau régional pour les activités d'advocacy, basé à Bujumbura, a publié chaque semaine une revue de presse régionale analysant les effets des changements politiques sur les réfugiés. Un atelier – comprenant des films et des représentations théâtrales – a été organisé pour des réfugiés congolais afin de les sensibiliser à la violence contre les femmes. Le JRS Burundi a aussi continué à participer activement à la coalition nationale pour mettre un terme à l'utilisation des enfants soldats.

éducation

BUJUMBURA, BUTERERE, camps de MUYINGA et KIYANGE À Muyinga, le JRS a reconstruit cinq écoles primaires et fourni du matériel à huit autres. Il a proposé des formations à 48 enseignants, il a soutenu financièrement et matériellement 3.742 élèves et leur a aussi offert des cours de rattrapage. À Kiyange, le JRS a géré une école maternelle pour 252 enfants déplacés alors qu'à Buterere, il a aidé financièrement 150 enfants à aller à l'école et offert des cours de rattrapage à 116 autres. À Bujumbura, en partenariat avec l'UNHCR, le JRS a géré deux centres d'accueil et fourni du matériel scolaire à des enfants réfugiés congolais, leur offrant aussi des cours de rattrapage.

activités rémunératrices / formations professionnelles

BUJUMBURA, BUTERERE, KIYANGE À Kiyange, le JRS a proposé des formations professionnelles – boulangerie, travail de la laine, teinture, coupe et couture – à des déplacés internes et a offert à 26 autres une formation en gestion. À Buterere, 82 femmes déplacées ont reçu des formations professionnelles en méthodes agricoles, broderie, restauration et gestion. Le JRS a aussi soutenu 250 personnes d'ethnie batwa, discriminés au Burundi, pour améliorer le rendement de leur production agricole. À Bujumbura, le JRS a proposé des formations professionnelles et des services de micro-finance à de jeunes réfugiés congolais.

santé

BUJUMBURA, BUTERERE, KIYANGE À Kiyange et à Buterere, le centre médical du JRS a fourni à 50 réfugiés par jour des soins de base et des médicaments, 72 réfugiés par jour ont reçu des repas et des soins alors que les plus vulnérables ont reçu de l'aide pour être hospitalisés. Ceux ayant des problèmes psychologiques ont été orientés vers une ONG appropriée. Le JRS a aussi assisté 488 réfugiés vulnérables, en particulier ceux détenus dans les prisons de Mpimba et de Rumonge. À Bujumbura, 4.000 familles réfugiées congolaises ont reçu une assistance pour l'accès aux soins médicaux, et dans quelques cas aux soins hospitaliers, avec une aide de l'UNHCR. Une campagne de sensibilisation au SIDA a aussi été organisée pour les réfugiés congolais.

Depuis l'an 2000, le JRS continue de travailler en étroite collaboration avec 12 paroisses dans la zone de Bujumbura en sensibilisant l'opinion publique au VIH/SIDA et en offrant des services médicaux à des personnes vivant avec la séropositivité ou risquant d'être infectées par le VIH. Des rencontres mensuelles, des projections de films et des ateliers ont été organisés, ciblant 127.458 personnes. Une assistance psychologique pré et post test a été offerte à 2.249 et 2.197 personnes respectivement, et 2.130 se sont soumises au test. Sur les personnes ayant fait le test, 153, soit six pour cent, sont résultées positives au VIH. Le JRS a aussi fait 276 visites à domicile, offrant un soutien psychologique à 570 personnes vivant avec le VIH/SIDA et une assistance d'urgence à 23 orphelins et à 26 familles endeuillées. En 2006, 180 réfugiés séropositifs ont été hospitalisés et une assistance médicale a été offerte à 2.431 patients. Le JRS a distribué des antibiotiques à 320 personnes séropositives, et aidé 155 autres à obtenir des médicaments anti-rétroviraux. Un soutien financier a aussi été fourni à quatre coopératives et à 252 réfugiés pour mettre sur pied des petits commerces.

assistance humanitaire / activités socioculturelles

BUTERERE, KIYANGE À Kiyange et à Buterere, le JRS a financé la construction de 38 maisons et a offert une assistance financière et alimentaire à 25 orphelins et à 350 réfugiés vulnérables dans les deux camps. Soixante différentes activités – sports, films, etc. – ont été organisées pour 3.778 jeunes réfugiés.

Les projets du JRS en République Démocratique du Congo

éducation

KONGOLO, KISANGANI, MANONO Le JRS a reconstruit 30 écoles et fourni du matériel scolaire à 6.012 enfants déplacés ainsi qu'une assistance financière à 1.802 étudiants parmi les plus méritants et désavantagés, et des cours de rattrapage à ceux ayant des difficultés d'apprentissage. Des ateliers de formation ont été organisés pour 315 enseignants et directeurs d'école, offrant un soutien pédagogique en mathématiques, français et gestion. Le JRS a aussi fourni des manuels et du matériel d'enseignement.

enfants soldats

UVIRA En 2006, le JRS a mis sur pied un centre de transit et d'accueil pour d'anciens enfants soldats ayant entre 12 et 18 ans. Les enfants ont reçu l'opportunité de poursuivre une éducation formelle ou entreprendre une formation professionnelle. Ceux qui ont subi de graves traumatismes ont reçu une assistance psychologique. Le JRS a travaillé en étroite collaboration avec les parents des enfants, et après trois mois, ils sont retournés dans leurs familles ou communautés d'origine. Après leur retour chez eux, les familles ont reçu un équipement pour la réintégration comprenant des outils et des semences. Le JRS a aussi soutenu les familles après le retour pour poursuivre l'éducation des enfants et conseiller ceux qui ont mis sur pied de petits commerces.

retour volontaire

KINSHASA, LUBUMBASHI Le JRS a facilité le retour volontaire de 2.710 personnes déplacées, et en coopération avec l'UNHCR et le Programme de développement des Nations Unies, il a aussi construit 383 maisons pour les déplacés internes dans l'impossibilité de rentrer chez eux.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les projets du JRS au Rwanda

éducation / formation professionnelle

Camps de KIZIBA et GIHEMBE En tant que partenaire sur le terrain de l'UNHCR, le JRS a permis à 1.242 enfants réfugiés congolais d'aller à l'école maternelle, à 8.358 à l'école primaire et à 1.734 au collège, et il a financé 439 étudiants afin qu'ils poursuivent leur éducation secondaire hors des camps. Le JRS a aussi offert des cours de rattrapage à 459 réfugiés, une formation professionnelle à 401 autres et une formation en gestion de petit commerce à 80 autres encore.

assistance / culture

KIZIBA, GIHEMBE Le JRS a continué à aider financièrement 1.481 réfugiés vulnérables et a proposé des activités culturelles, sportives et religieuses à 7.300 réfugiés.

advocacy

GIHEMBE Le JRS a fourni une formation sur l'advocacy pour le personnel travaillant sur le droit d'asile au Rwanda. Un projet d'advocacy a été mis en place pour résoudre les problèmes rencontrés par les réfugiés congolais, comme les difficultés pour obtenir les pièces d'identité.

RWANDA

Enfants réfugiés, Bujumbura, Burundi

Reconstruction après la guerre, Bukavu, est de la République Démocratique du Congo

Cours d'alphabétisation, camp de réfugiés de Gihembe, Rwanda

JRS Angola

AFRIQUE AUSTRALE

Le JRS a aidé la communauté locale à reconstruire son école primaire, Cazombo, Angola

Depuis 2002, la situation dans la région a énormément changé. Des événements politiques, comprenant l'accord de paix en Angola, le rapatriement des réfugiés qui a suivi et l'acceptation du résultat des élections d'octobre en République Démocratique du Congo (RDC), par Jean Pierre Bemba, le leader de l'opposition, ont fait augmenter les espoirs de paix et de stabilité dans la région.

Par conséquent, l'UNHCR et les gouvernements hôtes se sont évertués ensemble à accélérer le retour des réfugiés congolais, burundais et rwandais. Un accord tripartite entre la RDC, l'UNHCR et la Zambie pour assister le rapatriement volontaire des réfugiés congolais en Zambie a été signé en novembre dernier. La Zambie espère rapatrier 20.000 Congolais l'année prochaine. À l'exception des Zimbabwéens à la recherche de travail, de nourriture et parfois de protection, en premier lieu en Afrique du Sud, le flux de réfugiés dans la région est dans l'ensemble limité. Des troubles politiques et un déclin économique ont déplacé jusqu'à 700.000 Zimbabwéens. Des années de sécheresse et de mauvaise gestion de la terre et d'autres ressources ont causé une pénurie alimentaire dans toute la région.

*"DES TROUBLES POLITIQUES ET UN
DÉCLIN ÉCONOMIQUE ONT DÉPLACÉ
JUSQU'À 700.000 ZIMBABWÉENS."*

Comme le nombre de réfugiés a baissé à travers la région, des camps ont fermé obligeant les réfugiés à migrer vers les villes à la recherche de travail et de services sociaux. Dans le passé, les gouvernements n'auraient même pas considéré la possibilité de faciliter l'intégration locale des réfugiés dans leurs sociétés.

Les réfugiés devaient vivre dans des lieux désignés et on leur refusait l'accès aux services locaux et au marché du travail. Cependant, avec la réduction des populations réfugiées, les perspectives d'intégration locale se sont améliorées de manière significative en Namibie et en Zambie.

Malgré cela, dans la compétition avec la population locale pour avoir accès aux ressources peu abondantes, en particulier à Johannesburg, Pretoria, Lusaka et d'autres grandes villes, les réfugiés sont souvent les perdants. En Afrique du Sud, l'extrême pauvreté entretient la xénophobie à l'encontre des réfugiés et d'autres étrangers. Les demandeurs d'asile attendent habituellement des années avant d'avoir une réponse à leurs demandes de statut de réfugiés. Pendant ce temps, on leur refuse les services accessibles uniquement aux réfugiés reconnus comme tels. La perception officielle de la différence entre les migrants clandestins à la recherche d'une meilleure situation économique et les migrants forcés est de plus en plus floue. Considérés comme une menace pour la sécurité nationale et associés à l'illégalité et au manque de travail pour les habitants locaux, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont marginalisés. Par conséquent, la détention dans des conditions extrêmes et la déportation sans garanties légales appropriées sont en hausse. L'Organisation internationale pour les migrations a reporté que 80.000 Zimbabwéens ont été déportés de l'Afrique du Sud entre mai et décembre 2006.

Le JRS a continué à travailler en tenant compte de cette situation en continuelle évolution dans la région. À la fin de l'année, le JRS a fermé divers projets à Luanda et à Uige en Angola et a réduit ses opérations dans la capitale de la Zambie, Lusaka. Pour assurer leur durabilité, l'administration des services essentiels pour les réfugiés a été passée au gouvernement, aux églises, aux ONG locales et à d'autres agences internationales.

JOANNE WHITAKER RSM,
DIRECTRICE DU JRS AFRIQUE AUSTRALE

Les projets du JRS en Angola

ANGOLA

Les programmes du JRS relatifs à l'éducation, l'advocacy et la reconstruction d'écoles en Angola, en 2006, ont cherché à faciliter le retour et la réintégration de réfugiés rapatriés et de déplacés internes. Le JRS a travaillé avec l'UNHCR en tant que partenaire sur le terrain pour l'éducation, et il a coopéré avec l'Église Catholique, le Ministère de l'Éducation et d'autres départements d'État, l'Organisation internationale pour la migration et d'autres ONG locales et internationales.

éducation

LUANDA, MOXICO, UIGE En 2006, le JRS a offert des cours de portugais, des formations pour enseignants en accord avec les directives nationales et du matériel d'enseignement à 26.212 rapatriés ainsi que des activités sportives et de détente pour les enseignants.

advocacy / protection

LUANDA, MOXICO, UIGE Le JRS a organisé 21 séminaires avec les chefs de communauté sur la police et les droits de l'homme, les questions relatives au genre, les droits de l'homme et de l'enfant, l'éducation civique et les élections, la construction de la paix et la réconciliation. En participant à des ateliers communautaires et à la radio Ecclesia, le JRS, avec d'autres, a sensibilisé le personnel des autorités locales et les chefs de communauté aux droits de l'homme. Le JRS a aussi fourni une assistance juridique à des demandeurs d'asile venant de la République Démocratique du Congo. Environ 38.000 personnes ont bénéficié de ces projets.

construction d'écoles

LUANDA, MOXICO, UIGE Financés et supervisés par du personnel qualifié et expérimenté du JRS, les membres des communautés locales ont construit ou reconstruit 10 écoles à Cazombo, Lumbala N'Guimbo, Negage et Viana. La gestion de six d'entre elles a été passée à l'Église Catholique locale et aux autorités publiques. Les quatre restantes seront prises en charge par l'État en 2007. En 2006, 1.620 élèves se sont inscrits dans les écoles. Le projet de construction d'écoles, aussi utilisées comme centres communautaires, a amené les membres des populations locales et rapatriées à consolider les liens entre elles. Pour beaucoup de communautés, il s'agissait de leur première véritable école.

JRS Angola

Atelier de menuiserie, Luena, sud-est de l'Angola

Les projets du JRS en Namibie

Camp de OSIRE, CALAI En tant que partenaire sur le terrain de l'UNHCR pour l'éducation dans le camp d'Osire, le JRS a permis à des enfants réfugiés d'être scolarisés, 525 à la maternelle, 1.753 au primaire et 475 au secondaire. Ils viennent principalement d'Angola, mais aussi du Burundi et de la RDC. Dix-huit autres enfants réfugiés ont reçu un soutien financier pour aller au lycée et suivre des formations professionnelles à l'extérieur du camp. Le JRS a aussi organisé des activités récréatives pour 1.643 jeunes réfugiés de 10 à 26 ans et des cours d'alphabétisation pour adultes pour 393 réfugiés.

Bien que Calai soit situé en Angola, les projets dans ce camp sont gérés par le personnel du JRS en Namibie. En 2006, le JRS a proposé des cours d'alphabétisation à 3.656 personnes du lieu, rapatriés et déplacés internes, des adultes et des enfants. Par la suite, une partie des enfants ont été placés dans des écoles locales. Le JRS a aussi organisé des voyages de loisir pour 1.228 enfants. En coopération avec le Ministère de l'Éducation, l'UNICEF, Philippi Namibia (une ONG locale) et le Centre culturel portugais, 116 enseignants et personnel de soutien, aussi bien réfugiés d'Osire qu'habitants de Calai, ont reçu une formation. L'année dernière, le JRS a commencé à planifier avec ses partenaires son départ de Osire et de Calai pour 2007.

NAMIBIE

Les projets du JRS au Malawi

éducation

Camps de DZALEKA et LUWANI En tant que partenaire sur le terrain de l'UNHCR pour l'éducation, et en étroite collaboration avec, entre autres, World Relief, la Croix Rouge Malawi, l'Église Catholique et le gouvernement du Malawi, le JRS a permis à des enfants réfugiés, venant en grande partie du Burundi, du Rwanda et de la RDC, d'être scolarisés, 1 63 à la maternelle et 2.074 au primaire. Il a aussi aidé 79 réfugiés à fréquenter des lycées à l'extérieur des camps. Pour lutter contre le taux élevé d'absentéisme parmi les enfants du primaire, un conseiller et un travailleur social du JRS ont visité les familles des élèves. Malheureusement, les principaux facteurs conduisant à l'absentéisme – population du camp instable, insécurité alimentaire et pauvreté – sont hors du contrôle direct du JRS. Néanmoins, plus de 80 pour cent des élèves en huitième année d'étude et 100 pour cent des élèves en dixième ont passé avec succès leurs examens d'État. Le taux de réussite au niveau national chez les élèves en dixième année d'étude est de 55 pour cent. L'année dernière, pour réagir face au trafic de jeunes filles réfugiées, le JRS a démarré une campagne, 'Non au trafic humain', dans les deux camps.

MALAWI

formation professionnelle et formation d'enseignants

DZALEKA Le JRS a proposé une formation professionnelle à 153 réfugiés, comme des cours de menuiserie, d'informatique, d'alphabétisation, d'anglais et d'éducation à la paix. Quatre mille autres réfugiés, comprenant 3.500 parents, ont bénéficié indirectement des activités du JRS. Le JRS a aidé financièrement un groupe de réfugiés, anciens élèves de formations professionnelles, à construire et à rénover trois salles de classe dans le camp de Dzaleka. Les coordinateurs pour l'éducation du JRS ont continué à offrir des formations et un contrôle continu aux enseignants du camp.

Joanne Whitaker RSM/JRS

Activités récréatives pour enfants réfugiés dans une école soutenue par le JRS, Malawi

Les projets du JRS en Afrique du Sud

AFRIQUE DU SUD

Le JRS, en tant que partenaire sur le terrain de l'UNHCR, travaille comme intermédiaire entre les réfugiés et les agences gouvernementales aidant en premier lieu les réfugiés congolais, burundais et rwandais à avoir accès aux droits et aux services reconnus par la loi.

éducation

JOHANNESBURG, PRETORIA Le JRS a aidé 271 enfants réfugiés à suivre l'école maternelle, primaire et secondaire, et leur a apporté un soutien pour le travail scolaire, au passage en classe supérieure de 98 pour cent parmi les élèves du primaire et du secondaire. Le nombre d'écoles octroyant des exonérations de frais de scolarité à des élèves réfugiés a augmenté après l'intervention du JRS. Le JRS a aussi assisté tous les enfants réfugiés en ce qui concerne les manuels scolaires et le transport et, en cas de nécessité, d'autres besoins liés à l'école. Soixante-quinze enfants séparés de leurs parents ou abandonnés ont reçu de la nourriture, un abri et des uniformes scolaires.

assistance d'urgence

JOHANNESBURG, PRETORIA Le JRS a fourni à 1.841 réfugiés vulnérables, en particulier des adultes vulnérables et des enfants séparés de leurs parents ou abandonnés, un abri d'urgence et de la nourriture, ainsi que des visites à domicile à 250 personnes vulnérables et un soutien psychologique à 814 autres.

santé / activités rémunératrices

JOHANNESBURG, PRETORIA Cinquante réfugiés invalides et souffrant de maladies chroniques ont reçu une aide pour avoir accès aux cliniques et hôpitaux publics, à des visites à domicile et à une assistance pour répondre à leurs besoins élémentaires. 785 autres réfugiés ont reçu des soins médicaux et ont souvent été accompagnés par du personnel du JRS parlant français. Le JRS a aussi aidé 18 Zimbabwéens victimes de tortures à avoir accès à une assistance psychologique pour traumatisme. Le JRS a offert une formation professionnelle à 650 réfugiés, jeunes et adultes, ainsi que des cours de français et d'anglais. Des groupes d'étudiants ont reçu des machines à coudre et du matériel pour mettre sur pied de petits commerces.

Les projets du JRS en Zambie

ZAMBIE

advocacy / protection

Camp de MWANGE, LUSAKA En collaboration avec des églises et des ONG locales, des agences gouvernementales et l'UNHCR, l'équipe d'advocacy du JRS a dispensé une formation et fourni des informations aux chefs communautaires et religieux. Environ 20.000 réfugiés ont indirectement bénéficié de ces activités. L'équipe a aussi rendu visite à des réfugiés détenus et a offert une assistance juridique à des demandeurs d'asile et des réfugiés. En raison de la baisse des populations réfugiées, les projets ont été réduits. En 2007, le JRS mettra fin à ses activités dans le camp de Mwanze. La responsabilité de ces activités sera passée à l'église locale.

pastorale / services sociaux

MWANGE, LUSAKA Le JRS a offert des services pastoraux, en particulier à des jeunes et des enfants réfugiés, et des services sociaux à 15.000 réfugiés congolais dans le camp de Mwanze, ainsi qu'une assistance matérielle à 73 réfugiés handicapés ou âgés. À Lusaka, des services pastoraux et des activités communautaires ont aussi été organisés pour 120 réfugiés et personnes du lieu.

éducation / autosuffisance

MWANGE, LUSAKA À Lusaka, le JRS a proposé une formation professionnelle et des cours de langue à 1.119 réfugiés et habitants locaux et a assisté financièrement près de 300 femmes pour démarrer de petits commerces. Plus de 275 personnes ont pu utiliser l'email et le service postal pour communiquer avec leurs amis et familles. Le JRS a soutenu financièrement trois étudiants venant du camp de Meheba pour leur permettre de suivre l'université. Des activités communautaires pour jeunes et des services pastoraux ont aussi été organisés. À Mwanze, le JRS a démarré un projet d'agriculture durable et d'élevage pour 50 personnes pour aider les réfugiés et les habitants locaux à devenir indépendants. Avec 11 hectares de terres cultivées, les bénéficiaires ont récolté 800 kg de légumes, acheté six cochons et géré cinq viviers.

Les projets du JRS au Zimbabwe

aide alimentaire et matérielle

Centre de transit de HARARE, camp de TONGOGARA Plus de 1.000 demandeurs d'asile à Harare ont reçu de la nourriture et des vêtements. En collaboration avec World Vision, le JRS a refourni ses bibliothèques à Tongogara et les a rendues accessibles à 2.800 réfugiés.

éducation / santé

CHECHECHE, HARARE, TONGOGARA En coopération avec la paroisse Saint Pierre à Checheche, l'équipe a payé les frais de scolarité, des uniformes et des fournitures scolaires à 28 élèves du primaire et du secondaire, enfants de persécutés politiques. Le JRS a aussi aidé 16 réfugiés à étudier dans des écoles professionnelles à Harare et à Mutare. À Harare et à Tongogara, le JRS a aidé 26 réfugiés à payer les frais médicaux et à acheter des médicaments, il les a approvisionnés en produits de nettoyage et les a incités à nettoyer les lieux.

activités rémunératrices / formations

TONGOGARA Le JRS a octroyé des prêts pour petits commerces à 14 réfugiés propriétaires d'ateliers de couture, de boulangeries et de magasins; le taux de remboursement a été de 95 pour cent. L'activité la plus importante a été celle d'un groupe de 10 réfugiés fabriquant des uniformes scolaires. Soixante-dix femmes se sont aussi inscrites à un cours de couture du JRS. Ces cours leur ont apporté un savoir-faire utile ainsi qu'un nouvel approvisionnement en uniformes scolaires pour les élèves du camp.

ZIMBABWE

Le JRS a financé des petits commerces pour des femmes réfugiées, Tongogara, est du Zimbabwe

JRS Zimbabwe

École de réfugiés pour filles, Malawi

Un réfugié reçoit une assistance d'urgence
du JRS, Johannesburg, Afrique du Sud

Distribution de fournitures scolaires,
Lumbala Nguimbo, sud-est de l'Angola

Hugh Delaney/JRS

AFRIQUE DE L'OUEST

Camp de réfugiés de Bredjing, est du Tchad

Même si les factions qui s'opposent en Côte d'Ivoire, celle qui soutient le président et celle de l'opposition, ont trouvé un accord pour nommer un premier ministre et former un gouvernement provisoire, les manœuvres politiques des deux côtés ont freiné les progrès en ce qui concerne les élections. Bien qu'en novembre le Conseil de Sécurité des Nations Unies ait soutenu un mandat présidentiel de Laurent Gbagbo pour une autre année, beaucoup s'attendent à ce que la crise ayant abouti à une situation de 'ni paix, ni guerre' qui divise le pays continue en 2007. L'instabilité qui en découle affecte de manière négative les déplacés internes estimés à 750.000, qui vivent déjà dans un état de pauvreté et d'insécurité dans les zones urbaines dans le sud du pays, et les 10.000 réfugiés ivoiriens attendant de rentrer chez eux. Néanmoins, l'UNHCR prévoit d'aider 40.000 réfugiés libériens en Côte d'Ivoire à rentrer chez eux en 2007. Bien que le JRS continue à travailler à Bouaké, la 'capitale' rebelle, il a mis fin à deux projets pour l'éducation et à une clinique mobile à Man.

"APRÈS 14 ANNÉES DE GUERRE CIVILE... AU LIBÉRIA... DÉPLACÉS INTERNES ET 80.000 RÉFUGIÉS... SONT RENTRÉS CHEZ EUX"

Depuis le début des années 90, la Guinée a accueilli des centaines de milliers de réfugiés. Comme les conditions se sont améliorées dans les pays voisins, ce nombre a chuté à environ 67.000. Dans l'est de la Guinée, le gouvernement et l'UNHCR ont commencé à transférer les 25.000 réfugiés libériens et ivoiriens restant dans des plus grands camps près de la ville de Kouankan. Officiellement destiné à rendre les services plus efficaces, beaucoup pensent que le processus de consolidation est un moyen de pression pour pousser les réfugiés à rentrer chez eux. L'avenir des réfugiés qui souhaitent s'intégrer localement semble extrêmement incertain alors que la Guinée est en train de glisser vers le chaos économique, politique et social. Néanmoins, le JRS a continué à travailler avec des réfugiés libériens et ivoiriens dans les camps de Lainé et de Kouankan, alors qu'il a confié ses projets à Kolouma à des partenaires locaux.

Après 14 années de guerre civile, le long processus de reconstruction au Liberia a commencé sous le leadership du premier chef d'État africain femme. Plus de 300.000 déplacés internes et 80.000 réfugiés, principalement des comtés de Lofa et de Nimba, sont rentrés chez eux. Toutefois, les autorités ont eu des difficultés à fournir les ressources et infrastructures pour pourvoir à leurs besoins une fois de retour. Le JRS s'est concentré sur les services d'éducation et la reconstruction d'écoles afin de répondre aux besoins des déplacés internes, dans ces comtés et dans d'autres encore, y compris environ 3.000 réfugiés ivoiriens dans le camp de Saclepea.

Pour le JRS, le plus grand développement dans la région a été l'ouverture en septembre de nouveaux projets dans 12 camps dans l'est du Tchad accueillant quelques 200.000 réfugiés provenant de la région du Darfour dans l'ouest du Soudan et dans 5 camps accueillant 90.000 déplacés internes. Durant les derniers mois de l'année 2006, les combats entre divers groupes armés et les soldats du gouvernement se sont intensifiés provoquant des centaines de morts et entravant le développement de services humanitaires, y compris ceux du JRS. Bien que des entrepôts des Nations Unies aient été pillés et qu'un véhicule de secours ait été attaqué à la suite d'une rapide prise de pouvoir de la part des rebelles à Abéché, une ville à l'est, le personnel humanitaire n'a pas été directement ciblé. C'est dans ce contexte que le JRS a démarré l'année 2007 avec l'objectif de développer ultérieurement ses projets dans les camps et son travail dans le sud-est avec les déplacés internes et la communauté locale à Goz Beida.

MATEO AGUIRRE SJ,
DIRECTEUR DU JRS AFRIQUE DE L'OUEST

Les projets du JRS en Côte d'Ivoire

CÔTE D'IVOIRE

éducation

MAN, BOUAKÉ Après trois ans, le projet de bourses d'étude à Man finançant 51 élèves de l'école secondaire et fournissant du matériel éducatif à 662 autres a été fermé. Le JRS a passé à une ONG locale la responsabilité d'un projet de formation professionnelle pour 160 personnes vulnérables marquées par la guerre. Le JRS a offert aux personnes en difficulté autour de la ville de Bouaké, autrefois en pleine croissance, une formation holistique relative à l'alphabétisation, l'éducation à la vie familiale, la santé, l'hygiène et la gestion de commerce, mettant aussi à disposition de petits prêts. En coopération avec le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, le JRS a aussi offert de la nourriture, un service de garderie diurne et des services médicaux et sociaux à 167 bénéficiaires.

santé

MAN, BOUAKÉ La clinique mobile du JRS Man a offert des soins médicaux à 447 personnes. L'équipe a aussi distribué 5.500 kg de riz à 873 résidents vulnérables. Le projet a fermé l'année dernière à la suite d'une baisse importante du nombre de bénéficiaires. Cependant, principalement à cause de problèmes de pauvreté, d'hygiène et d'assainissement, la clinique mobile de Bouaké a effectué 15.089 consultations médicales, traitant des maladies comme la malaria, la diarrhée, la bronchite et des problèmes de peau liés à la contamination de l'eau. Le choléra, la fièvre jaune et la méningite ont aussi réapparu, signes d'une pauvreté largement répandue. L'équipe a organisé une campagne de sensibilisation au VIH/SIDA au bénéfice de 9.448 personnes. Elle a aussi fourni des tests VIH à 668 personnes ainsi qu'une assistance médicale à 119 personnes séropositives.

Les projets du JRS en Guinée

GUINÉE

services sociaux

LAINÉ, KOUANKAN II À Lainé, le JRS a fourni un soutien matériel et psychologique et d'autres services à 1.276 réfugiés libériens vulnérables tout en organisant des activités sportives, récréatives et culturelles pour 3.750 autres réfugiés libériens. L'équipe a aussi offert un soutien logistique à 2.073 Libériens de retour chez eux. À Kouankan, le JRS a aidé 70 réfugiés ivoiriens vulnérables et a organisé des activités récréatives et culturelles pour 780 Ivoiriens.

activités rémunératrices

LAINÉ, KOLOUMA À Lainé, le JRS a fourni des petits prêts à 320 réfugiés diplômés ayant bénéficié de formation professionnelle et réfugiés vulnérables, et il a distribué des outils et dispensé des conseils techniques. À Kolouma, le JRS a passé à une congrégation religieuse locale la responsabilité de ses coopératives céréalières qui maintiennent 11 villages, soit 1.484 familles, ainsi que ses cours de comptabilité et de gestion.

éducation

LAINÉ, KOUANKAN II Le JRS a mis en place une école maternelle pour 150 enfants réfugiés. Une formation professionnelle non formelle – boulangerie, menuiserie, couture, initiatives commerciales et sensibilisation à la santé, entre autres choses – a été organisée pour 47 réfugiés vulnérables, y compris des handicapés. Quelques 900 jeunes réfugiés ont aussi reçu une formation professionnelle similaire. À Kouankan, des diplômes professionnels ont été remis à 48 réfugiés ivoiriens vulnérables et à 47 adolescents à risque après avoir fini des cours de fabrication de savon et de couture. À Kolouma, le JRS a aussi offert un cours professionnel de couture et de fabrication de savon à 30 jeunes filles vulnérables. La responsabilité du projet a été passée à la congrégation religieuse locale.

Les projets du JRS au Libéria

protection / advocacy

MONROVIA Le JRS a publié un rapport sur le suivi offert aux communautés de retour après la fermeture des camps pour déplacés internes.

éducation

Comtés de BOMI, LOFI et NIMBA Avec l'approbation du Ministère de l'Éducation, le JRS a organisé les programmes et a offert une formation à 86 enseignants dans le comté de Bomi. Trois écoles ont aussi été reconstruites et quatre autres restaurées, bénéficiant à plus de 1.000 élèves et 40 enseignants. À Lofa, en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial, le JRS a surveillé la distribution alimentaire dans 97 écoles pour 34.000 élèves, et il a aussi reconstruit des écoles dans trois communautés pour 751 élèves de la maternelle et du primaire. Dans le camp de Saclepea dans le comté de Nimba, le JRS a offert à 210 réfugiés ivoiriens des formations professionnelles en boulangerie, fabrication de savon, couture et agriculture, entre autres choses.

activités rémunératrices

BOMI, LOFI, NIMBA À Bomi, un projet agricole a été mis en place dans quatre communautés, profitant à près de 1.000 élèves et 40 enseignants. À Lofa, le JRS a organisé des ateliers de menuiserie dans huit communautés afin de produire 100 bancs pour 2.304 élèves. Le JRS a aussi fourni du matériel scolaire et a distribué des graines et des outils agricoles dans 12 communautés pour des enseignants afin de compenser l'insuffisance des financements. À Nimba, le JRS a aidé 85 Libériens vulnérables et déplacés internes à démarrer des projets agricoles communautaires. Six écoles ont été reconstruites au bénéfice de 98 enseignants et 2.670 élèves et une formation professionnelle a été offerte à 155 élèves. Près de 360 familles ont reçu du matériel pour reconstruire leurs maisons.

pastorale

BOMI Cent adultes, 300 jeunes et 500 enfants ont participé à des cours de catéchisme dans quatre communautés. Le JRS a aussi fourni du matériel liturgique et a aidé à la construction de quatre églises, au profit de 1.000 personnes.

services sociaux / développement communautaire

LOFA, MONROVIA Le JRS a organisé la reconstruction de 54 abris pour 250 familles libériennes vulnérables de retour dans le comté de Lofa. Dans un district pauvre de Monrovia, West Point, le JRS a mis en place des services récréatifs, psychosociaux, éducatifs et psychologiques pour 765 enfants de la rue.

LIBÉRIA

Les projets du JRS au Tchad

éducation

Le JRS a commencé un cycle de formation pour 842 enseignants du primaire et 372 de la maternelle, au bénéfice indirect de 58.282 élèves du primaire et 22.713 de la maternelle dans 12 camps de réfugiés – Oure Cassoni, Iridimi, Touloum, Am Nabak, Kounoungou, Milé, Farchana, Bredjing, Treguine, Gaga, Djabal et Goz Amir – dans l'est du Tchad, accueillant les réfugiés du Darfour, région de l'ouest du Soudan. En partenariat avec l'UNICEF, l'équipe a aussi fait une enquête sur le terrain pour fournir une éducation primaire adéquate à 4.857 enfants tchadiens dans cinq camps – Gouroukoum, Koubigou, Koloma, Habile et Aradib.

TCHAD

Centre pédagogique et communautaire pour femmes, Bouaké, centre de la Côte d'Ivoire

Projet agricole communautaire du JRS, comté de Lofa, nord du Liberia

Projet pédagogique pour réfugiés soudanais dans l'est du Tchad

Sara Pettinella/JRS

ASIE PACIFIQUE

Formation professionnelle pour réfugiés karenni, Mae Hong Son, nord de la Thaïlande

En Australie, l'arrivée et, par la suite, la reconnaissance de 43 réfugiés de la Papouasie occidentale indonésienne ont constitué l'événement le plus significatif de l'année dernière. Par conséquent, l'Indonésie a temporairement rappelé son ambassadeur, garanti la protection des réfugiés après leur retour chez eux et demandé que l'Australie à l'avenir consulte le gouvernement avant de concéder une protection à des Indonésiens. En réponse, l'Australie a promis une étroite collaboration sur les contrôles frontaliers et a proposé que les nouveaux arrivés par bateau soient envoyés à Nauru, État insulaire du Pacifique non signataire de la convention sur les réfugiés des Nations Unies, pour déterminer leur statut de demandeurs d'asile. Exceptionnellement, la législation proposée a été retirée parce que des membres du parti gouvernant, agissant en partie en réponse à une campagne lancée par des avocats défendant des réfugiés, comprenant aussi le JRS, a menacé de voter contre parce qu'elle portait atteinte

aux droits de l'homme. Leurs préoccupations incluaient le risque qu'une coopération frontalière resserrée empêche en effet l'arrivée de demandeurs d'asile, une interprétation stricte de la convention sur les réfugiés des Nations Unies et l'interdiction de travailler et d'accéder aux services sociaux, faisant courir le risque aux demandeurs d'asile vulnérables de vivre dans la pauvreté et sans domicile et aggravant les problèmes d'ordre psychiatrique.

“...UN GRAND NOMBRE DE BIRMANS D'ETHNIE
ROHINGYA... DANS LE SUD DE LA THAÏLANDE...
ONT ÉTÉ ARRÊTÉS ET DÉPORTÉS...”

En Indonésie, les agences gouvernementales et les ONG ont poursuivi le travail de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami. Le récent accord de paix entre le gouvernement et le GAM, l'ancien groupe rebelle pour l'indépendance, a transformé Aceh, préparant le chemin pour les élections provinciales en décembre. À partir de 2006, l'Agence indonésienne pour la réhabilitation et la reconstruction (BRR) a peu à peu assumé la responsabilité de la coordination entre agences, à la place du bureau du Coordinateur des Nations Unies pour Aceh et Nias. Malheureusement, non équipée pour son nouveau rôle, la BRR a rencontré des difficultés. Simultanément, les autorités provinciales ont mis en place l'agence pour la réintégration à Aceh, afin d'aider les victimes du conflit à se réintégrer dans la société. En mai, un tremblement de terre a touché les provinces de Java Centrale et de Yogyakarta, provoquant de graves destructions dans les districts de Klaten et de Bantul. Au moins 5.778 personnes ont été tuées, 38.883 autres blessées et on estime à 2.111.872 celles restées sans abris. Sur les 608.008 maisons touchées, 139.859 ont été complètement détruites ou lourdement endommagées. En juin, l'intensification de l'activité volcanique sur le Mont Merapi dans la région de Java Centrale a provoqué l'évacuation de dizaines de milliers de personnes vers des zones plus sûres.

L'instabilité politique en Thaïlande tout au long de l'année a culminé avec un coup d'État militaire en septembre et diverses zones du pays se sont trouvées sous la loi martiale. L'importance accrue accordée à la sécurité frontalière a donné lieu à des arrestations à grande échelle de groupes sélectionnés de migrants clandestins considérés comme dangereux pour la sécurité nationale. En novembre, 152 personnes d'ethnie hmong, pour la plupart des réfugiés y compris des enfants, ont été arrêtés, et après un bref séjour dans le centre de détention pour immigrants à Bangkok, ils ont été emmenés près de la frontière avec le Laos. Le 31 décembre, ils étaient encore en détention. En décembre, un grand nombre de Birmans d'ethnie rohingya de l'état d'Arakan sont arrivés dans le sud de la Thaïlande lors de leur voyage vers la Malaisie. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés et déportés, et des rapports indiquent des mauvais traitements en Birmanie. Les engagements du gouvernement pour étendre l'accès à l'éducation à tous les enfants ont été remplis et les activités du JRS pour les enfants migrants ont continué plus ouvertement que par le passé. Bien que beaucoup d'États aient commencé à prendre en considération les demandes de réinstallation de réfugiés birmans de neuf camps, le nombre des personnes acceptées a été moins important que ce à quoi on s'attendait.

BERNARD ARPUTHASAMY SJ,
DIRECTEUR DU JRS ASIE PACIFIQUE

Les projets du JRS en Australie

advocacy

En 2006, le JRS a protesté contre la nouvelle loi projetée pour empêcher les habitants de la Papouasie occidentale indonésienne de présenter une demande d'asile en Australie. L'équipe a aussi participé à des consultations sur les développements politiques relatifs aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, au sujet du programme humanitaire au large des côtes nationales et de la détention d'immigrés. L'application des réformes récentes dans ce domaine a aussi été surveillée. Le personnel a aidé d'autres ONG s'occupant de réfugiés à effectuer des recherches sur les accords avec les pays limitrophes à propos des contrôles frontaliers, en particulier avec les pays qui ont accueilli des personnes revenant de l'Australie.

sensibilisation

Le JRS a sensibilisé l'opinion publique aux questions relatives aux réfugiés à travers la publication de bulletins, l'organisation d'événements publics, la participation à des séminaires et à des conférences et une contribution à la production du film "a Nun's New Habit". L'équipe a régulièrement répondu à des demandes des médias concernant les réfugiés et la migration. La visite en Australie du directeur du JRS Indonésie s'est avérée une importante opportunité d'acquérir perspicacité et compréhension quant à la réponse du JRS au tsunami et d'autres problèmes auxquels il est confronté.

services sociaux / développement communautaire

Le personnel a continué à faire des visites régulières aux demandeurs d'asile dans le plus grand centre de détention pour immigrés du pays, à Sydney. En coopération avec d'autres agences, le JRS a aidé environ 20 demandeurs d'asile à chercher un logement. L'équipe a aussi entrepris une série d'activités comprenant la recherche de bourses d'études pour les réfugiés qui vont à l'école et à l'université.

Georgina Pike/JRS

Centre de détention pour immigrés de Villawood, Sydney, Australie

Les projets du JRS en Indonésie

assistance d'urgence

À Aceh, plus de 217 maisons ont été construites alors que 171 autres sont en cours. Des denrées alimentaires ont été distribuées à 236 déplacés internes. À Yogyakarta et à Java Centrale, l'équipe a fourni une assistance d'urgence à 10.323 familles vulnérables, comprenant de l'outillage pour 1.000 familles pour nettoyer le village et des équipements scolaires pour 690 élèves. Le personnel a aussi construit 1.500 abris temporaires pour 2.226 familles avec handicapés. Une assistance de base a été fournie à 6.048 déplacés internes à la suite de l'activité volcanique du Mont Merapi, et une assistance alimentaire supplémentaire a été distribuée à 1.009 enfants et à 884 personnes âgées. Du matériel scolaire a aussi été fourni à 100 élèves du primaire.

INDONÉSIE

santé

À Aceh et à Sumatra du Nord, le JRS a fourni une assistance médicale à 6.720 déplacés internes dont 16 ont été envoyés à l'hôpital pour des traitements supplémentaires. L'équipe a distribué une aide alimentaire complémentaire et des équipements d'hygiène personnelle à 367 mères et enfants déplacés. Le JRS a offert une formation pour la gestion des traumatismes à 20 personnes qui ont à leur tour offert un soutien psychologique à 128 déplacés internes. Des latrines publiques et des équipements pour l'eau potable ont été installés au profit de 533 personnes, et 1.243 déplacés internes ont reçu des informations sur l'éducation à la santé. À Yogyakarta et à Java Centrale, le JRS a organisé des cours de danse traditionnelle et d'autres activités de gestion des traumatismes pour 125 enfants du primaire.

éducation

À Aceh et à Sumatra du Nord, le JRS a fourni du matériel scolaire à 2.367 élèves et a recruté, formé et assisté financièrement 186 enseignants; il a aussi mis sur pied une association d'enseignants. Le JRS a octroyé des bourses d'études à 282 élèves, y compris des étudiants universitaires, et des cours supplémentaires à 476 enfants. Un atelier sur la gestion de commerce a été proposé à 59 déplacés internes pour les encourager à mettre sur pied de petits commerces.

activités rémunératrices / développement communautaire

À Aceh et à Sumatra du Nord, le JRS a fourni 20 bateaux ainsi que des équipements et des outils pour le traitement de poissons à 118 familles, et il a aidé financièrement 613 déplacés internes à mettre sur pied de petits commerces liés à la pêche. Le JRS a organisé des formations professionnelles en couture, menuiserie et gestion de commerce, entre autres choses, pour 113 déplacés internes, et il leur a octroyé des prêts pour mettre sur pied de petits commerces. Des activités sociales, culturelles, religieuses et sportives ont aussi été organisées pour 1.071 adultes et jeunes déplacés internes. À Yogyakarta et à Java Centrale, le JRS a aidé financièrement 105 familles à mettre sur pied de petits commerces pour produire des batiks, des gâteaux au soja et des ustensiles de cuisine en bambou.

advocacy

En coopération avec l'UNHCR et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel, le JRS a fait pression avec succès sur le gouvernement pour qu'il ratifie le traité des Nations Unies pour l'interdiction des mines antipersonnel. À Aceh et à Sumatra du Nord, en collaboration avec l'organisation de Yogyakarta Pusat Audio Visual, le JRS a produit des CD sur les leçons apprises en répondant à la crise du tsunami. L'équipe a participé activement à la coordination de meetings avec des ONG et des fonctionnaires du gouvernement local pour attirer leur attention sur les questions soulevées par les déplacés internes. Des bulletins mensuels ont aussi été publiés pour mettre en exergue les conditions de vie des déplacés internes. À Yogyakarta et à Java Centrale, le JRS a fréquemment fait circuler des informations relatives au contexte culturel et aux besoins humanitaires des survivants à un tremblement de terre. En collaboration avec l'organisation de Yogyakarta Realino Foundation, le personnel a dirigé un atelier sur les perspectives locales et culturelles de l'intervention humanitaire basé sur les expériences du JRS durant la crise du tsunami. Un CD a aussi été produit pour promouvoir la conception et la construction d'édifices résistants aux tremblements de terre, au profit des survivants et des agences locales.

Les projets du JRS en Thaïlande

THAÏLANDE

éducation

MAE HONG SON Depuis 1997, le JRS a travaillé avec l'ONG Karenni Education Department dans deux camps de réfugiés. L'année dernière, le JRS a continué à soutenir les écoles primaires et secondaires, un programme d'éducation spécialisée, un projet de formation professionnelle de base et une formation pour enseignants. Un nouveau projet proposant une formation professionnelle et éducation non formelle a débuté en 2006. Au total, les projets d'éducation ont profité à 7.300 enfants, à 700 réfugiés faisant partie du personnel enseignant et à plus de 1.000 réfugiés adultes suivant les formations professionnelles. En plus de cela, des services pastoraux ont été offerts à plus de 6.700 catholiques, environ un tiers de la population des camps.

RANONG Le JRS a assisté cinq écoles de la communauté birmane et deux classes spécialisées dans des écoles thaïlandaises. Durant l'année, deux écoles ont déménagé dans de nouvelles structures et des projets de nutrition et de cours de thaïlandais ont été prolongés. En 2006, 900 enfants et 24 enseignants ont été assistés.

services sociaux / développement communautaire

Province de CHANG MAI Le JRS a fourni une assistance d'urgence et médicale à des réfugiés shan et d'autres minorités et a soutenu des écoles des communautés et des internats pour étudiants. L'année dernière, le JRS a commencé à travailler avec des groupes nationaux et locaux pour réduire le phénomène des apatrides. Les équipes ont aussi assisté les résidents des abris temporaires de Ban Krung Jor. En 2006, 3.100 personnes ont été assistées.

programme urbain

BANGKOK, MAE SOT Le JRS a offert un soutien psychologique aux demandeurs d'asile entrant dans les camps et aux nouveaux arrivés à Mae Sot, une ville de la frontière ouest. À Bangkok, le JRS a fourni un soutien psychologique, des conseils juridiques et une assistance d'urgence, ainsi qu'un soutien aux organisations communautaires. L'équipe a commencé à fournir une assistance alimentaire supplémentaire aux demandeurs d'asile. En 2006, les Laotiens d'ethnie hmong ont constitué une partie significative des dossiers à Bangkok. Fin décembre, le JRS a assisté des Hmongs envoyés dans un centre de détention sur la frontière entre la Thaïlande et le Laos. Au total, 6.500 personnes ont été assistées.

détention / assistance médical

BANGKOK L'année dernière, le JRS a continué à gérer son programme pour la libération des immigrés détenus afin de permettre aux détenus sans ressources de retourner dans leurs pays d'origine, et il a géré un centre médical dans le plus grand centre de détention de Bangkok. Durant l'année, un grand nombre de demandeurs d'asile hmongs, nord-coréens et rohingyas ont été arrêtés et emprisonnés. Le JRS a fourni une assistance médicale à 13.500 détenus et un soutien financier à 450 autres pour rentrer chez eux.

Enfants réfugiés birmans shan

Centre de détention pour immigrés, Bangkok, Thaïlande

Enfants marqués par le conflit et par le tsunami, Idi Cut, est d'Aceh, Indonésie

École primaire pour enfants birmans karenni réfugiés soutenue par le JRS, Mae Hong Son, nord de la Thaïlande

Anciens déplacés internes bénéficiaires de l'assistance éducative et médicale offerte par les équipes locales du JRS, village de Koto Indarung, sud-ouest d'Aceh, Indonésie

Max Martin/JRS

ASIE DU SUD

Réfugiés sri lankais, Tamil Nadu, Inde

Bien que les pays d'Asie du Sud aient fait un pas vers la signature d'un accord de libre échange, renforçant potentiellement la coopération politique et économique dans la région, 2006 a été une année de violence généralisée.

Quand l'effusion de sang dans les rues du Népal a atteint de nouveaux sommets alors que la population se battait pour la démocratie, le monarque a été obligé de rétablir la Chambre des Députés, et beaucoup de décisions importantes et historiques ont été prises. Un accord entre l'alliance de sept partis démocratiques et les Maoïstes a été trouvé. Le gouvernement népalais provisoire et les Maoïstes ont immédiatement requis l'assistance des Nations Unies pour instaurer un processus de paix, convoquer une assemblée constituante et contrôler un éventuel désarmement et la gestion des armements. Ce nouveau gouvernement démocratique a montré la volonté de résoudre la question des réfugiés bhoutanais longtemps en suspens. La visite de l'ambassadeur des États-Unis dans les camps de réfugiés bhoutanais et l'annonce de la réinstallation de 60.000 réfugiés aux États-Unis a été accueillie de façon positive par la communauté réfugiée.

Malheureusement, au Sri Lanka, le conflit de faible intensité en janvier s'est transformé en violente guerre civile en avril. Le massif déplacement de civils qui s'en est suivi dans le nord et dans l'est du pays a rapidement mené à une crise humanitaire. Plus de 3.000 civils ont été tués et 18.000 autres ont fui vers l'Inde. Les disparitions tant redoutées, les couvre-feux, les arrestations arbitraires, les détentions et les tortures sont revenus à l'ordre du jour.

---

*"MALHEUREUSEMENT, AU SRI LANKA, LE CONFLIT
DE FAIBLE INTENSITÉ EN JANVIER S'EST TRANSFORMÉ
EN VIOLENTE GUERRE CIVILE EN AVRIL."*

Il y a eu une lueur d'espoir quand les deux principaux partis politiques, United National Party et United People's Freedom Alliance, ont consenti à coopérer pour trouver une solution à la crise. Cependant, cela a été de courte durée. Le massacre de 17 opérateurs humanitaires et de 65 passagers d'un autobus, et des bombardements aériens provoquant la mort de 60 enfants et 45 déplacés internes, ont forcé la communauté internationale à condamner les groupes en guerre et à les pousser à reprendre les pourparlers de paix restés au point mort. Deux séances

de pourparlers de paix n'ont pourtant donné aucun résultat. La fermeture de l'autoroute A9 qui s'en est suivie, la seule liaison avec le nord, a provoqué une misère indicible parmi les populations de la péninsule de Jaffna. Les prix sont montés en flèche à cause de graves pénuries de nourriture et de médicaments, et le travail de reconstruction entrepris par les ONG après le tsunami s'est arrêté.

Heureusement, en Inde, un gouvernement favorable aux réfugiés sri lankais a été élu dans l'état du Tamil Nadu juste au moment où 18.000 nouveaux réfugiés arrivaient. Le gouvernement national a aussi fait montre d'une attitude plus bienveillante. Le blocage naval a été supprimé et les ONG ont eu l'autorisation d'assister les réfugiés arrivant sur la côte. Le gouvernement national a aussi publié des déclarations fortes condamnant les attaques aux femmes et aux enfants et a envoyé 8.000 tonnes de denrées alimentaires de base pour répondre aux besoins primaires des personnes vivant dans la péninsule de Jaffna. De plus, le gouvernement provincial a doublé l'indemnité donnée aux réfugiés et a augmenté le nombre de camps de 103 à 132.

PS AMALRAJ SJ,
DIRECTEUR DU JRS ASIE DU SUD

Les projets du JRS en Inde

INDE

éducation

Le JRS a géré 98 centres de cours du soir avec 269 enseignants pour 6.649 enfants réfugiés sri lankais dans l'état indien du Tamil Nadu. Des bourses d'études ont été octroyées à 348 réfugiés élèves du secondaire, 227 universitaires et 104 en formation technique. Le JRS a continué à fournir un soutien précieux à 117 associations d'élèves regroupant 7.000 scolaires et à 21 associations d'étudiants universitaires de 630 membres. Deux ateliers pour 127 élèves et des rencontres trimestrielles pour 190 étudiants universitaires ont été animés. Des cours de formation à la vie de six mois ont été fournis à 126 filles ayant abandonné l'école et 978 étudiants universitaires ont participé à des cours d'été. Un atelier de six jours pour 119 enseignants et quatre d'un jour pour 269 enseignants ont été organisés. Le JRS a aussi aidés des étudiants universitaires à produire 2.000 copies de leur magazine bimestriel *Manavar Vidyala*.

services communautaires

Le JRS a soutenu 18 comités de 293 membres au niveau du district pour coordonner les activités des camps et entrer en liaison avec les agences d'État. Trente-neuf femmes réfugiées ont participé à un cours de couture et 207 jeunes réfugiés à un atelier sur l'organisation communautaire. Plus de 700 réfugiés vulnérables ont aussi reçu une assistance d'urgence.

secours d'urgence

Le JRS a fourni des moyens de transport, de la nourriture et des informations à 6.078 familles de réfugiés récemment arrivées. Vingt-cinq volontaires ont offert un soutien psychosocial ainsi que des denrées alimentaires et non alimentaires aux familles arrivant dans les camps de transit. Les volontaires ont préparé des maisons pour 150 réfugiés, assuré l'arrivée d'électricité dans 280 maisons et aidé 700 enfants réfugiés à s'inscrire dans les écoles locales; ils ont aussi distribué des fournitures scolaires et accompagné les malades à l'hôpital. Le JRS a aussi distribué des denrées alimentaires et non alimentaires à 1.196 familles installées dans 82 camps, et a coopéré avec d'autres agences fournissant un soutien similaire aux réfugiés dans 33 autres camps.

Les projets du JRS au Népal

NÉPAL

éducation

Le JRS a fourni une instruction à 32.921 enfants réfugiés bhoutanais dans 42 écoles où travaillent 1.142 personnes. Parmi eux, 1.987 élèves ont réussi l'examen national du cycle secondaire junior. Le personnel a participé à 10 ateliers de formation d'enseignants et 385 jeunes leaders ont participé à un atelier de quatre jours sur le leadership. Des cours professionnels de six à neuf mois ont été fournis à 410 élèves ayant abandonné l'école ou porteurs de handicap et 4.500 élèves du secondaire ont été aidés financièrement. Quarante-huit membres du personnel ont suivi 3.716 jeunes enfants dans sept écoles maternelles, 14 enseignants de soutien ont aidé 462 élèves avec des besoins particuliers à prendre part aux classes et sept centres de récréation aménagés pour les enfants ont été mis en place. Le personnel a aussi fourni une assistance socio-psychologique à des victimes de violences sexuelles ou liées au genre, et a sensibilisé l'ensemble des élèves à cette question.

handicap

Vingt-sept membres du personnel ont continué à faciliter l'intégration de 3.367 réfugiés handicapés dans leurs communautés. Cinquante-huit élèves atteints de graves paralysies cérébrales ont été assistés dans six centres de soins, 214 enfants ont reçu des appareils acoustiques et 304 ont reçu des certificats médicaux. Les membres du personnel du centre ont aussi été formés pour pouvoir travailler avec des personnes handicapées. Vingt-deux élèves handicapés ont été envoyés à Bangalore, Inde, pour un cours d'un an. Seize conseillers ont suivi un atelier de 15 jours et cinq d'entre eux ont participé à un atelier supplémentaire intensif de 40 jours. 2.200 élèves et familles parmi les plus vulnérables ont reçu respectivement des uniformes et des couvertures de laine. Les familles les plus vulnérables ont aussi reçu des visites à domicile et une assistance financière.

advocacy

Le JRS a continué à surveiller la situation et à faire pression, en partenariat avec des agences locales et internationales, pour encourager le Népal, le Bhoutan et la communauté internationale à trouver des solutions durables à la crise des réfugiés bhoutanais.

Les projets du JRS au Sri Lanka

éducation

Le JRS a géré 117 écoles maternelles employant 119 enseignants et 273 centres de cours du soir employant 679 enseignants pour respectivement 3.753 et 24.632 enfants déplacés et marqués par la guerre. L'équipe a aussi proposé des cours extrascolaires à 2.162 élèves du secondaire, a mis en place des bibliothèques dans 13 centres au profit de 890 élèves et a fourni 45 enseignants pour 23 écoles publiques au profit de 1.690 élèves. Le JRS a octroyé des bourses d'études à 3.121 élèves et des uniformes à 14.169 autres, et il a assisté sept orphelinats qui accueillent 117 élèves. Un cours d'informatique a aussi été offert à 45 élèves.

SRI LANKA

développement des ressources humaines

Sept centres de formation professionnelle du JRS ont fourni des cours de formation personnelle à 162 filles ayant abandonné l'école, à 926 enseignants et à 4.875 parents, et une formation sur le leadership, la paix et les droits de l'homme à 6.696 personnes. Une formation professionnelle en sérigraphie, en installation électrique et en mécanique a aussi été dispensée à 92 élèves. Dans les cinq centres de production du JRS, 46 personnes ont reçu une formation en gestion et dans 30 ateliers de couture, 950 jeunes filles ont suivi une formation professionnelle avec 32 enseignants. Le JRS a aussi organisé un cours de 10 mois pour 17 conseillers qui ont offert à leur tour un soutien psychosocial à 4.278 élèves et parents.

activités rémunératrices

L'équipe a continué à fournir une assistance en matière de gestion à 60 coopératives mises en place grâce au JRS, cinq d'agriculteurs, 15 de pêcheurs, neuf de veuves, trois d'handicapés et 28 de femmes. Des prêts ont été mis à la disposition de 3.783 membres. L'équipe a aussi assisté financièrement 186 familles rapatriées.

secours d'urgence / reconstruction après le tsunami

Le JRS a distribué de la nourriture et des ustensiles de cuisine à 48.023 nouveaux déplacés internes. 3.545, 1.785 et 4.142 élèves ont respectivement reçu une aide pédagogique, de la nourriture et des uniformes scolaires. Le JRS a assumé la responsabilité de la gestion de cinq camps accueillant 2.090 déplacés internes, et il a mis sur pied cinq écoles provisoires pour 1.246 enfants et 14 centres de cours du soir pour 801 élèves. Une assistance médicale a aussi été offerte à 884 personnes. Le JRS a construit ou rebâti 228 maisons, deux orphelinats, quatre écoles maternelles, 11 centres de cours du soir et huit centres de développement des ressources humaines détruits par le tsunami en 2004.

Centre de formation professionnelle du JRS, Sri Lanka

JRS Sri Lanka

Projet de formation professionnelle du JRS, Tamil Nadu, Inde

École maternelle pour enfants bhoutanais
soutenue par le JRS, est du Népal

Projet de formation professionnelle du JRS, Sri Lanka

Malta today

EUROPE

Centre de détention pour immigrés, Malte

L'année dernière, le débat sur l'immigration a fait la une des journaux partout en Europe, reflétant son importance dans les élections locales et nationales. Le nombre de demandeurs d'asile a continué à baisser dans beaucoup de pays européens, révélateur des difficultés pour accéder aux procédures d'asile plutôt que d'une réduction des causes de la migration forcée. Les barrières aux frontières sont toujours plus élevées, les patrouilles dans la mer Méditerranée et près des îles Canaries ont été intensifiées et la coordination entre les pays européens – sur des sujets tels que les demandes de visa, l'enregistrement des empreintes digitales de demandeurs d'asile et leur retour dans le premier pays européen où ils sont arrivés – a été renforcée.

Dans ce climat, le nombre de personnes auxquelles a été reconnu le statut de réfugié a considérablement baissé. À cause des politiques restrictives concernant la migration, les demandeurs d'asile trouvent plus difficile d'accéder aux procédures de détermination du statut de réfugié, et la détention arbitraire est utilisée comme un moyen général de dissuasion. Le nombre de migrants en détention administrative est une source de forte préoccupation, alors que l'inaccessibilité à des données sûres concernant le nombre de personnes en détention, les endroits où elles ont été arrêtées et les conditions dans lesquelles elles seront déplacées ou relâchées reste un gros obstacle au changement.

---

*“BEAUCOUP DE DEMANDEURS D’ASILE SANS SUCCÈS...
CRAIGNENT DE GRAVES ABUS DES DROITS DE L’HOMME
EN CAS DE RETOUR DANS LEURS PAYS D’ORIGINE.”*

Beaucoup de demandeurs d'asile sans succès, ayant encore besoin de protection internationale, craignent de graves abus des droits de l'homme en cas de retour dans leurs pays d'origine. Sans aucun droit économique et social, ces ex-demandeurs d'asile se retrouvent sans ressources dans une 'terre de personne'. Néanmoins, il y a une reconnaissance croissante des bénéfices économiques de la migration. Alors que grande partie de l'attention des médias est dirigée vers

les efforts pour réduire les entrées irrégulières dans l'UE à travers des contrôles dans les aéroports et sur mer, des mesures pour faciliter l'entrée de migrants ayant un haut niveau d'instruction ont été prises. Les restrictions concernant les migrants moins qualifiés sont plus strictes. De fait, beaucoup de migrants entrent légalement dans l'UE comme touristes ou comme étudiants et trouvent plus tard un emploi sans avoir un permis de travail.

Des migrants, aussi bien forcés que volontaires, continuent à arriver en Europe. La destination principale des migrants vers l'Europe est la Russie, alors que les Tchétchènes russes constituent le groupe le plus important de migrants d'Europe de l'Est à essayer d'entrer en Europe de l'Ouest. Les gouvernements encouragent d'autres personnes résidant dans l'UE depuis plus de 12 ans, principalement des Bosniaques, à rentrer dans leurs pays d'origine.

Les vieilles situations évoluent et de nouvelles se développent. Au Kosovo et dans la région des Balkans occidentaux, il y a un réel risque d'un nouveau conflit ethnique dans un futur proche. Des pays qui étaient encore récemment des pays d'émigration et de transit – comme la Pologne, l'Ukraine et la Croatie – sont maintenant devenus des pays de destination; les migrants restant dans ces pays ont besoin d'assistance. Dans la recherche de solutions durables pour les réfugiés à travers le monde, beaucoup ont commencé à faire pression pour une hausse des quotas de réinstallation dans l'UE, mais cela doit encore entraîner une augmentation du nombre de réfugiés réinstallés en Europe.

Les projets du JRS au bureau régional

EUROPE

advocacy / sensibilisation de l'opinion publique

Depuis 2002, le travail d'advocacy du JRS Europe a été centré sur la détention administrative des demandeurs d'asile et de migrants irréguliers. En coordination avec les bureaux nationaux en Europe, le bureau régional a continué à servir de référence dans ce domaine, entreprenant un travail de pression sur les personnalités politiques ayant un pouvoir décisionnel à Bruxelles et dans les capitales nationales. En 2006, il a entrepris une recherche sur des migrants sans ressources en Europe.

Au "Meeting préparatoire des Nations Unies pour le dialogue de haut niveau sur la migration et le développement" à New York, le JRS a souligné la contribution de réfugiés, en particulier ceux qui ont reçu une formation et de l'instruction, au développement de leurs pays d'accueil et, à leur retour, de leurs pays d'origine. Alors que le débat était dominé par la migration Sud-Nord, le JRS a souligné l'importance de la migration Sud-Sud. Le JRS Europe a aussi organisé un concours pour des étudiants en journalisme proposant d'écrire sur des thèmes concernant les réfugiés.

Les projets du JRS en Belgique

BELGIQUE

détention

En 2006, le personnel du JRS a rendu régulièrement visite aux demandeurs d'asile et aux migrants dans les cinq centres. Le JRS, en étroite collaboration avec d'autres ONG s'occupant de réfugiés, a surveillé la situation globale dans les centres, plaidant la cause des détenus auprès d'importantes personnalités politiques.

Se basant sur les informations reçues durant ses visites en prison, le JRS a aidé à rédiger un rapport de recherche sur les problèmes de santé physique et mentale dont les détenus pâtissent dans les centres belges et la violence subie au cours de la déportation. Le rapport a reçu une attention substantielle des médias.

Le JRS a pris part à une étude faite par le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés, afin de permettre aux demandeurs d'asile de s'exprimer. Se concentrant sur les thèmes relatifs à la détention, le JRS a recueilli plusieurs histoires basées sur des entretiens avec des demandeurs d'asile.

enfants séparés de leurs parents

En tant que membre de la coalition d'ONG 'Mineurs en Exil', le JRS a continué à surveiller les politiques et les pratiques relatives aux enfants séparés de leurs parents. Suite à un intense activité de pression, le gouvernement a mis sur pied une agence gouvernementale pour diriger un centre d'accueil ouvert pour les enfants séparés de leurs parents.

Les projets du JRS en Allemagne

ALLEMAGNE

détention

Après une campagne de 10 ans, les détenus ont obtenu une chapelle dans le centre de détention de Berlin-Köpenick. Dans le centre de Brandenburg, le JRS a fourni un soutien pastoral à un nombre de détenus qui va en diminuant. En outre, environ 20.000 ont été recueillis en faveur d'un fonds d'aide juridique afin que des avocats prennent en charge 61 cas. Avant la fin de l'année 2006, la moitié des détenus avaient été relâchés.

sensibilisation de l'opinion publique

Le JRS a soumis au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation un rapport concernant la situation à laquelle font face les enfants sans papiers, un sujet que le gouvernement traite comme une question de sécurité plutôt qu'humanitaire. Le JRS a publié un rapport de recherche sur l'usage de la détention avant l'expulsion et sur la situation dans les centres fermés. Malgré des évolutions positives, le rapport a mis en exergue ce qui reste encore à faire pour améliorer les conditions de détention. À Munich, 170 participants ont assisté à un atelier co-organisé par le JRS sur la détention de personnes affrontant la déportation.

advocacy

En 2006, le JRS a envoyé 41 requêtes représentant 403 individus à la Commission de sauvegarde à Berlin. La commission a recommandé que le Ministre de l'Intérieur délivre un permis de résidence pour motif humanitaire à 273 individus, dont 157 ont été accordés.

Les projets du JRS en Irlande

intégration

Le projet du JRS "Liens communautaires", à Dublin, a continué à favoriser l'intégration de 608 réfugiés et autres personnes ayant un permis humanitaire, afin qu'ils puissent rester en Irlande. Le Programme d'intégration scolaire a offert des services de traduction aux parents migrants et réfugiés, et a sensibilisé l'opinion publique aux questions relatives aux réfugiés dans 48 écoles et centres communautaires pour adultes en Irlande ainsi que dans les écoles gérées par les jésuites.

formations / éducation

Le JRS a organisé des ateliers pour des groupes communautaires dirigés par des réfugiés sur l'éducation positive des enfants, la préparation d'un CV et à un entretien de travail, la communication interculturelle et la gestion d'ONG. L'équipe a produit un dossier contenant des informations sur les principaux pays d'origine des immigrants et des modèles de lettres en 10 langues pour faciliter la communication entre parents et enseignants. Des cours d'anglais particuliers ont été offerts à des réfugiés et des demandeurs d'asile. Un certain nombre d'activités interculturelles ont été organisées pour atténuer l'isolement que connaissent les familles demandeuses d'asile et réfugiées, faciliter l'interaction entre les participants et leur faire prendre conscience de la diversité des communautés à Dublin.

travail sur le terrain

Le JRS a continué son service de soutien sur le terrain et d'assistance psychosociale pour les migrantes en détention, ainsi qu'un suivi après libération. Une personne travaillant au projet a aussi visité les centres d'accueil pour demandeurs d'asile.

IRLANDE

Les projets du JRS en Italie

sensibilisation

Deux projets scolaires, *Fenêtres – Histoires de Réfugiés*, sur les droits d'asile et l'intégration, et *Rencontres*, sur la sensibilisation aux différentes religions et au dialogue interconfessionnel, ont été proposés à des élèves de plusieurs villes italiennes. Entre mars et mai, 120 volontaires du JRS ont assisté à un cours sur les droits des migrants en Italie, *Les droits ne sont pas étrangers*.

assistance sociale / intégration

À Trente, en collaboration avec la coopérative Sant'Ignazio, le JRS a fourni un hébergement et une assistance sociale à 16 réfugiés. À Rome, le JRS a fourni une assistance juridique à des détenus migrants dans le centre de Ponte Galeria. Le JRS a signé un accord avec l'administration locale de la santé publique à Rome permettant à son personnel de servir d'intermédiaire pour les demandeurs d'asile et les réfugiés jouissant des services de santé, et pour sensibiliser le personnel médical aux besoins spécifiques de ces personnes. Un nouveau projet d'accueil pour mineurs, *La casa di Marco*, a été mis en place en coopération avec les services sociaux locaux. Le projet permet à une équipe d'experts d'aider 10 enfants réfugiés ne pouvant vivre avec leurs parents et hébergés temporairement dans une communauté. À Catane, un centre du JRS a été mis en place pour héberger 20 demandeurs d'asile. Financé par le gouvernement régional, l'équipe du JRS a offert une assistance médicale à des demandeurs d'asile, et des conseils à d'autres groupes travaillant avec les demandeurs d'asile. À Palerme, le JRS a fourni des informations, des contrôles médicaux, une assistance juridique et des cours de langue à des demandeurs d'asile.

ITALIE

Les projets du JRS à Malte

assistance légale / soutien pastoral

Le second Fond européen pour les réfugiés a permis au JRS d'assumer du personnel légal supplémentaire. Par conséquent, le JRS a augmenté ses services d'assistance juridique pour les demandeurs d'asile, ainsi que le nombre d'ateliers offerts aux praticiens et étudiants en droit.

sensibilisation

Pour la troisième année consécutive, le JRS a sensibilisé l'opinion publique aux questions relatives à l'asile dans 46 écoles et centres communautaires. En septembre, le Département de l'éducation a encouragé toutes les écoles à participer à cette campagne. À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le JRS, en coopération avec d'autres ONG, a publié une annonce pleine page dans le plus important journal national, soulignant la situation critique des réfugiés.

MALTE

Les projets du JRS au Portugal

PORTUGAL

assistance générale

En 2006, le JRS a aidé 5.200 migrants, en premier lieu d'Europe de l'Est mais aussi du Brésil et de pays africains de langue portugaise. Une assistance financière a été fournie à 200 migrants sans abri et malades chroniques, et, en collaboration avec Irmãs de S. Vicente de Paulo, 110 ont reçu de la nourriture. Le JRS a offert une assistance juridique à 140 personnes et en a orienté d'autres vers une agence financée par l'État. Le personnel a offert une assistance médicale à 84 migrants ayant des difficultés à accéder au service public. Le JRS a mené des entretiens d'embauche, au nom d'employeurs, avec environ 1.500 migrants à la recherche de travail. En mai, un centre d'accueil du JRS pouvant recevoir jusqu'à 25 migrants a été ouvert à Lisbonne. En décembre, le personnel du centre fournissait à 60 migrants du logement, de la nourriture, de l'aide pour le travail, une assistance médicale, des activités occupationnelles et des cours de langues.

sensibilisation / intégration

Plus de 45 infirmières migrantes, qui ont participé avec succès à un projet pour la reconnaissance de leurs qualifications, ont trouvé du travail. Environ 140 étudiants ont suivi des cours de portugais et d'éducation civique. Le JRS a participé à un projet dans 20 écoles dans le but de sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives aux migrants et d'encourager l'intégration de ces communautés. Le JRS a aussi pris part à plusieurs débats, conférences et événements médiatiques et a distribué un bulletin trimestriel à environ 1.800 personnes.

détention

Le JRS a offert une assistance psychosociale à des migrants irréguliers dans un centre de pré-déportation à Porto. Un aumônier et un groupe de visiteurs du JRS, qui incluait des médiateurs culturels, ont aussi effectué régulièrement des visites dans le centre.

Les projets du JRS en Roumanie

ROUMANIE

assistance sociale et psychosociale / hébergement

Le JRS a assisté environ 380 personnes parmi les plus vulnérables dans les centres de détention et d'accueil pour immigrants, proposant des formes diverses d'hébergement. Il a fourni une aide alimentaire et non alimentaire et une assistance pour contacter les familles et les amis proches. Le JRS a aussi proposé 1.150 sessions de conseil pour petits groupes et a distribué 717 kits alimentaires de base. Le centre Pedro Arrupe du JRS a hébergé, en 2006, 93 demandeurs d'asile sans succès, et les a aidés à s'intégrer dans la société roumaine.

éducation / intégration

Le JRS a offert des cours de roumain et d'anglais à 130 personnes ainsi que des cours d'informatique à 115 personnes. Des bourses d'étude ont été mises à disposition de trois réfugiés. Un certain nombre d'événements culturels ont été organisés – comprenant des expositions, un pique-nique et un cours de musique africaine – afin de promouvoir l'intégration et de sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives aux réfugiés.

Les projets du JRS en Slovénie

SLOVÉNIE

visites dans les centres de détention et d'accueil

Le JRS a offert une formation en quatre séminaires à 15 volontaires et un soutien opérationnel régulier au centre d'accueil de Ljubljana et au centre de détention de Postojna. L'équipe a rendu visite à une cinquantaine de détenus une à deux fois par mois, offrant un soutien psychosocial aux adultes et aux enfants. Le personnel et les volontaires ont aussi visité le centre ouvert trois fois par semaine, où une série d'ateliers pour 15 personnes et d'activités culturelles pour plus de 50 personnes ont été tenus. Huit enfants ont reçu de l'aide pour le travail scolaire et des vacances d'une semaine loin du centre ont été organisées pour 25 femmes et enfants.

sensibilisation / éducation

Deux fois par mois, le JRS a participé à un programme, 'Construire une société plus ouverte', dans le cadre des émissions de la radio catholique de Ljubljana, pour améliorer la compréhension des questions relatives aux réfugiés et à la migration. Le JRS a aussi organisé des cours d'informatique pour 30 demandeurs d'asile et réfugiés pour favoriser leur intégration dans la société slovène.

Les projets du JRS au Royaume-Uni

demandeurs d'asile sans ressources

Dans le centre d'accueil du JRS, 1.142 personnes sans ressources et sans abri, principalement des demandeurs d'asile sans succès venant de 31 pays, ont reçu une assistance psychosociale et matérielle. On les a aidés à acheter des tickets de bus pour pouvoir aller à des rendez-vous médicaux et aux services d'immigration, et on leur a aussi fourni des repas.

visites de soutien aux détenus

Cinq volontaires et un aumônier ont rendu visite à des détenus vulnérables dans les centres de détention de Colnbrook et de Harmondsworth. Des volontaires se sont assurés que les réfugiés vulnérables étaient suivis par du personnel médical et légal. L'aumônier a rencontré entre 40 et 60 détenus par semaine.

advocacy / sensibilisation

Le personnel a participé et organisé des conférences et des ateliers pour des groupes religieux et laïques afin de sensibiliser l'opinion publique aux questions relatives aux réfugiés au Royaume-Uni. Le JRS a participé à des rencontres régulières avec le gouvernement britannique et l'UNHCR, principalement sur des questions relatives à la protection au niveau international et européen. Il a participé activement à un groupe de surveillance des entretiens pour l'asile, et a aidé à mettre en place une œuvre de bienfaisance, la Commission indépendante pour l'asile, afin de revoir la procédure d'asile. Les conclusions de cette Commission seront rendues publiques en 2008.

ROYAUME-UNI

Les projets du JRS dans les Balkans occidentaux

Bosnie-Herzégovine

soins aux personnes âgées

Depuis 1996, le JRS a fourni de manière régulière un soutien médical, pratique et psychosocial à des personnes âgées vulnérables rapatriées ou déplacées internes vivant seules à Sarajevo. L'équipe a aussi distribué des rations alimentaires à des personnes vulnérables.

Croatie

réconciliation

Depuis 1995, le JRS a géré une école maternelle multiethnique et multiconfessionnelle à Knin pour 55 enfants bosniaques, serbes et croates. Soutenue par une ONG orthodoxe serbe basée en Suisse, l'Église orthodoxe serbe et le gouvernement local, le JRS aide activement les parents et les enfants à vivre ensemble dans un climat de tolérance et de paix. Le JRS a aussi organisé des séminaires sur la réconciliation pour le ministère pastoral et social et il a géré un programme de soins aux personnes âgées.

Kosovo

victimes des mines

Le JRS a continué à fournir des prothèses, une assistance économique et médicale et un hébergement à des étudiants victimes de mines et il a offert un soutien psychosocial continu à des enfants traumatisés et à leurs familles. En 2006, un garçon de 14 ans a perdu sa main droite dans un accident de mine. L'équipe a aussi distribué des rations alimentaires à des personnes vulnérables.

réintégration

En 2006, en collaboration avec la Caritas Luxembourg, le JRS a visité des familles rentrant du Luxembourg afin d'évaluer leurs besoins pour la réintégration. Par conséquent, des cours d'albanais ont été offerts aux enfants.

Macédoine / Serbie

En Macédoine, le JRS a offert des cours de langue et un soutien aux enfants handicapés, et des rations alimentaires aux familles vulnérables. En Serbie, une assistance matérielle a été offerte aux familles vulnérables et des cours d'informatique ont été proposés aux enfants.

BALKANS OCCIDENTAUX

Projet d'intégration à travers le sport du JRS, Bucarest, Roumanie

Inauguration d'une nouvelle chapelle pour migrants dans le centre de détention de Berlin-Koepenick, Allemagne

Rome, Italie

Osiris Abregó/JRS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Réfugiés urbains assistés par le JRS, ville de Panama

Àu début de l'année 2006, la région a accueilli plus de 25 millions de réfugiés, déplacés internes et migrants avec ou sans papiers. Les élections de nouveaux gouvernements en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Venezuela n'ont pas contribué à améliorer la protection des droits de l'homme. Le déplacement forcé en hausse, exacerbé par le conflit en Colombie, a renforcé les motivations de ceux qui ont placé les questions de la souveraineté et de la sécurité nationale au-dessus de tout le reste. En fait, indépendamment de l'affiliation politique, presque tous ces gouvernements ont introduit des restrictions en ce qui concerne les politiques pour l'asile et les migrations dans la région.

Sur plus de 200.000 réfugiés au Venezuela, seulement 6.200 ont fait une demande d'asile et moins de 10 pour cent ont reçu une réponse de l'État. La plupart des réfugiés ne font même pas la demande d'asile mais vivent plutôt comme migrants clandestins, au risque d'être déportés à tout moment. Le Mexique, se conformant aux requêtes des États-Unis, a fermé ses frontières, entravant de manière arbitraire la migration Sud-Nord. Le Brésil est peut-être le pays avec la politique migratoire la moins restrictive dans la région.

L'intensification du conflit en Colombie est la principale cause de l'augmentation des déplacements en Amérique Latine. On estime que plus de trois millions de personnes sont forcées à vivre dans la pauvreté sans une protection adéquate de l'État. L'année dernière, le long de la frontière entre la Colombie et le Venezuela, les violents combats entre les groupes de guérilleros de gauche, les FARC et leurs anciens alliés de l'ELN, et les groupes paramilitaires de droite, ont aggravé la crise humanitaire. Six cent mille nouveaux réfugiés colombiens vivent dans les pays voisins comprenant l'Équateur, le Panama, le Venezuela et le Brésil. L'application du Plan Colombia, un programme soutenu par les États-Unis pour éradiquer la production de coca, a contribué de manière significative au déplacement forcé. La pulvérisation sur les plantes de coca, faite sans discernement dans le sud du pays, a poussé beaucoup de Colombiens à se réfugier en Équateur.

*"L'INTENSIFICATION DU CONFLIT EN COLOMBIE
EST LA PRINCIPALE CAUSE DE L'AUGMENTATION
DES DÉPLACEMENTS EN AMÉRIQUE LATINE."*

L'aggravation du conflit dans l'ouest de la Colombie et le long de la côte pacifique, le contrôle de la part des paramilitaires de droite de la province atlantique septentrionale et l'économie panamienne en expansion basée sur le dollar ont mené à l'affluence de réfugiés et de migrants au Panama. Les taux croissants de recrutements d'enfants soldats en Équateur, au Panama et au Venezuela de la part de guérilleros et de paramilitaires colombiens indiquent que le conflit est en train de s'étendre dans la région. Étant donné leurs PIB relativement élevés, le Panama et le Venezuela ont reçu une aide internationale insuffisante, laissant les réfugiés dans ces pays presque sans assistance.

Malgré une relative stabilité politique, des Haïtiens sans papiers ont continué à émigrer vers la République Dominicaine, et en petits groupes vers la Jamaïque, le Venezuela et les États-Unis. Dans leurs tentatives désespérées d'échapper à l'extrême pauvreté, les Haïtiens sont devenus de plus en plus vulnérables face aux contrebandiers et aux trafiquants d'êtres humains sans scrupules. À leur arrivée en République Dominicaine, ils font face à des politiques migratoires nationales racistes et xénophobes. L'année dernière, aucun demandeur d'asile n'a obtenu le statut de réfugié dans le pays. En outre, le parlement a promulgué des lois en violation des normes légales nationales et internationales, en ignorant ouvertement une sentence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme qui décréait l'émission de certificats de naissance pour les enfants dominicains d'origine haïtienne.

Les projets du JRS en Colombie

COLOMBIE

En 2006, le JRS a travaillé dans les provinces de Bogota, Magdalena Medio et Valle del Cauca où ses équipes ont assisté 47.824 déplacés internes.

pastorale / soutien psychosocial

L'équipe a fourni un soutien pastoral et psychosocial et des conseils aux personnes déplacées, comprenant des approches méthodologiques conçues pour les aider à réfléchir à leurs projets de vie, à revoir leurs propres valeurs et comportements et à partager leurs croyances spirituelles.

éducation / sensibilisation

L'équipe de formation mobile du JRS a mis en place des ateliers en comptabilité de base et des projets de gestion pour des ONG locales s'occupant de la défense des droits de l'homme. L'équipe a aussi proposé des ateliers à des enfants allant dans les écoles jésuites, à des volontaires du JRS et à des ONG locales s'occupant de la défense des droits de l'homme, en particulier des droits de l'enfant. Des méthodologies pour entreprendre des analyses sociopolitiques ont été développées et utilisées dans des ateliers avec des enfants, des volontaires et des ONG locales.

activités rémunératrices / logement / assistance juridique

Le JRS a aidé les déplacés internes à mettre sur pied et à gérer de petits commerces, améliorant la sécurité alimentaire et l'indépendance économique et facilitant leur intégration au sein de la société. Les équipes locales ont aussi offert une assistance financière aux déplacés internes pour la réfection de leurs habitations. Le JRS a aussi fourni aux déplacés internes des informations sur leurs droits et des cours sur la manière d'utiliser la législation et les procédures de l'État conçues pour protéger les droits des personnes déplacées.

advocacy

L'équipe a développé des méthodes de collecte et de gestion de l'information dans le travail local d'advocacy. Le JRS a aussi travaillé avec la Commission colombienne des juristes et le Comité de coordination Colombie-Europe/États-Unis pour préparer des données sur les abus des droits de l'homme contre les personnes déplacées pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies.

Les projets du JRS au Mexique

MEXIQUE

pastorale / santé / advocacy

SAN PEDRO DE POLHÓ Le JRS a fourni un soutien pastoral à des déplacés internes et a aidé les malades à accéder aux services de santé. L'équipe a effectué une enquête sur les besoins des populations déplacées et a rencontré régulièrement les autorités locales afin d'améliorer l'assistance offerte aux réfugiés. En 2006, le JRS a assisté environ 5.000 personnes.

Cecilia Bock/JRS

Enfant réfugié colombien, Guasdualito, sud-ouest du Venezuela

Les projets du JRS en République Dominicaine

En 2006, le JRS a assisté 4.500 migrants déplacés de force dont 3.000 demandeurs d'asile, à Dajabón, Santiago et Santo Domingo.

santé / pastorale

Durant une campagne nationale de sensibilisation à la santé, le JRS a distribué des médicaments aux déplacés de moins de cinq ans et de plus de 65 ans. Le personnel a aussi fourni un soutien pastoral aux migrants travaillant dans les plantations de bananes.

éducation / activités rémunératrices

Le JRS a aidé les jeunes réfugiés et migrants haïtiens à fréquenter des écoles locales et, quand cela était nécessaire, il a aidé les enfants à obtenir leurs certificats de naissance. Le personnel a organisé quatre manifestations multiethniques et culturels pour promouvoir des relations harmonieuses entre Dominicains et Haïtiens dans les communautés ouvrières. L'équipe a aussi proposé des cours d'espagnol à 97 jeunes réfugiés et migrants et a aidé des réfugiés et des migrants propriétaires de petits commerces à vendre leurs produits agricoles ou industriels.

assistance juridique

Le personnel du JRS a effectué 1.246 consultations juridiques avec des migrants et des réfugiés, les aidant à faire face aux procédures bureaucratiques comme l'obtention de cartes d'identité ou de permis de résidence. Des visites régulières aux services gouvernementaux ont abouti à la résolution de 95 cas.

advocacy / sensibilisation

Le personnel a organisé des ateliers sur la législation relative à la nationalité, le multiculturalisme et les réformes constitutionnelles pour les ONG s'occupant des migrants et des réfugiés, et il a préparé des campagnes de sensibilisation dans les universités et les institutions gouvernementales. Le JRS a participé à une campagne contre le trafic humain et a organisé un meeting à la frontière entre la République Dominicaine et Haïti pour promouvoir la compréhension entre les deux peuples. Deux livres, intitulés "Discrimination raciale dans la législation dominicaine" et "Dix-sept opinions sur le racisme en République Dominicaine", et un bulletin d'informations hebdomadaire sur des thèmes relatifs à la migration et à l'asile ont été publiés. L'équipe a aussi organisé divers manifestations culturels (musique, peinture, dessin et théâtre) pour des enfants réfugiés et migrants, ainsi que des ateliers sur le multiculturalisme pour promouvoir la tolérance.

Les projets du JRS à Haïti

advocacy / assistance générale

Forcés à fuir à cause de la pauvreté et des abus de droits de l'homme, les Haïtiens doivent souvent faire face à la discrimination et sont souvent déportés de manière arbitraire et brutale par les autorités dominicaines. Le JRS travaille à Wanament (nord-ouest d'Haïti, à la frontière dominicaine) pour prévenir la migration clandestine en s'opposant aux politiques économiques irresponsables du gouvernement. En 2006, le JRS a dispensé des cours sur la gestion, les médias, les droits de l'homme et la sensibilisation aux questions liées au genre à des organisations des communautés locales. En coopération avec un réseau binational haïtien-dominicain, l'équipe a documenté les abus des droits de l'homme à la frontière. Les accusations ont été présentées aux autorités pour assurer que la loi soit appliquée et pour encourager un changement politique et pratique. Des informations ont été disséminées pour sensibiliser l'opinion publique aux abus des droits de l'homme à Wanament et en République Dominicaine. Le personnel a aussi fourni une assistance humanitaire et juridique aux victimes d'abus des droits de l'homme, donnant la priorité aux migrants déportés et aux femmes et enfants victimes de trafics humains.

HAÏTI

Les projets du JRS en Équateur

ÉQUATEUR

En 2006, le JRS a continué à travailler dans des districts suburbains de la capitale équatorienne, Quito, en assistant 800 enfants et adultes de manière directe et 4.400 personnes de manière indirecte.

formation

Le JRS a fourni une assistance à 200 membres d'ONG s'occupant de migrants et de réfugiés pour améliorer leurs capacités d'organisation et de gestion. Il a aussi aidé 300 membres de groupes de jeunes de la banlieue de Quito à organiser des manifestations socioculturels.

assistance psychologique / éducation

L'équipe a fourni une assistance psychologique aux migrants et aux réfugiés souffrant de maladies psychiatrique ou victimes de violence familiale, y compris des enfants. Le JRS a aussi proposé des ateliers au personnel enseignant travaillant avec les réfugiés sur des approches méthodologiques au soutien psychologique. Le personnel a aussi travaillé avec divers centres éducatifs pour aider 47 enfants réfugiés et migrants à s'inscrire dans les écoles locales.

juridique / advocacy

Le JRS a fourni des conseils légaux, de l'assistance et une représentation juridique à des demandeurs d'asile durant les procédures de détermination du statut de réfugié et à des demandeurs d'asile et des membres de communautés locales qui ont été victimes d'abus des droits de l'homme cherchant réparation auprès des tribunaux. Au total, l'équipe a effectué environ 400 consultations juridiques. Le personnel a organisé des visites et des rencontres pour le public et les autorités politiques pour les sensibiliser aux difficultés rencontrées par les réfugiés à Quito et pour les amener à améliorer l'assistance aux réfugiés. L'équipe a aussi pris part à des réseaux et à des campagnes communes avec des ONG partenaires et des groupes publics ou privés ayant le même objectif.

Les projets du JRS au Panama

PANAMA

En 2006, le JRS a assisté 1.389 réfugiés à Curundú, Parque Lafevre, Jaqué, Puerto Piña et Zona del Tuira dans la province de Darién.

advocacy / assistance juridique

Le JRS a visité des réfugiés et des migrants, a effectué une enquête sur leurs besoins et a présenté les résultats aux autorités panaméennes, et il a aussi fourni des conseils juridiques et une assistance humanitaire aux migrants et aux réfugiés urbains. En partenariat avec l'Institut national des recherches, la Commission pour la justice et la paix, Menamire, Fe y Alegría, Caritas-Pastorale Sociale, le vicariat apostolique de Darién, le Centre pour l'assistance juridique (CEALP) et le Réseau régional des organisations de la société civile (RROCM), l'équipe a rédigé un plan d'action conçu pour promouvoir un changement dans la politique du gouvernement à l'égard des réfugiés et des migrants. Le personnel a aussi tenu des meetings avec des représentants de l'Église Catholique pour mettre la question de l'asile à l'ordre du jour lors de la Conférence épiscopale panaméenne. Le JRS a aussi produit un bulletin d'information électronique régulier relatif aux réfugiés et aux migrants (<http://boletinsjr-panama.blogspot.com>).

formation

Le JRS a proposé aux réfugiés des ateliers sur la protection des enfants et sur le trafic humain. Un cours de formation a été développé pour des volontaires offrant une assistance pastorale aux migrants. Des ateliers ont été également proposés à des femmes travaillant dans le centre pastoral de la paroisse de María Reina de Curundú, ainsi que des activités spirituelles durant la Semaine Sainte et à Noël.

Les projets du JRS au Venezuela

En 2006, l'équipe du JRS a travaillé dans les villes et villages de Guasdalito, El Nula, Puerto Infante, La Azulita, El Amparo, La Victoria, La Blanquita et Ciudad Sucre le long de la frontière avec la Colombie. Elle a assisté de manière directe 2.617 adultes et enfants, ainsi que 8.500 personnes de manière indirecte.

pastorale / assistance psychosociale

En coopération avec divers jésuites et avec l'ONG Fe y Alegría, le JRS a offert des services pastoraux aux réfugiés en organisant des événements et en fournissant des informations aux jeunes et aux adultes. Le personnel a offert des services psychologiques aux réfugiés, y compris des adultes et des enfants atteints de maladies psychiatriques, et a servi de médiateur dans des cas de violence familiale. Des formations professionnelles ont été fournies ainsi qu'un soutien psychosocial aux femmes réfugiées et aux enfants en âge scolaire. Des ateliers et d'autres activités ont été organisés pour informer les enfants en âge scolaire sur les dangers du recrutement dans les groupes armés.

développement communautaire / formation

Les JRS a proposé des cours sur des thèmes comme le développement communautaire et la gestion de projets aux chefs des communautés locales et réfugiées, ainsi qu'une assistance médicale et pédagogique. L'un des objectifs était de renforcer la coopération entre les réseaux pour fournir des informations relatives à l'accès aux soins et à l'éducation aux populations locales et réfugiées. L'équipe a aussi offert des conseils aux réfugiés à la recherche d'un travail, et elle a soutenu ceux qui mettaient sur pied des petits commerces, y compris une aide pour obtenir de petits prêts. Des femmes réfugiées ont aussi reçu des formations professionnelles et en gestion.

juridique / advocacy

Le JRS a fourni des conseils et de l'assistance juridiques, et a représenté légalement les demandeurs d'asile durant les procédures de détermination du statut de réfugié, ainsi que les réfugiés et les membres des communautés locales qui ont été victimes d'abus des droits de l'homme au Venezuela et cherchant réparation auprès des tribunaux. L'équipe a effectué une étude sur les besoins des réfugiés et en a présenté les résultats aux autorités locales pour les encourager à changer les politiques et les pratiques préjudiciables au bien-être des réfugiés. Le JRS a travaillé en étroite collaboration avec diverses ONG et réseaux de défense des droits de l'homme, y compris Foro por la Vida et le Centre pour les droits de l'homme de l'Université catholique Andres Bello (UCAB). Des ateliers sur les questions relatives aux droits de l'homme ont été proposés au personnel d'ONG travaillant à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, ainsi qu'une formation sur la protection des réfugiés au personnel d'agences gouvernementales dans la zone frontalière.

VENEZUELA

Les projets du JRS au Brésil

En tant que partenaire sur le terrain de l'UNHCR, le JRS a aidé 70 Colombiens et neuf Afghans réfugiés réinstallés à s'intégrer dans la société à Rio Grande dans le sud du Brésil. Avant l'arrivée des réfugiés, le JRS trouve des hébergements avec accès aux services publics et aide à meubler les logements. Un contact est établi avec les autorités locales comme la police, l'école et le service de santé. Après l'arrivée, les réfugiés sont informés sur leurs droits et devoirs selon la loi brésilienne, et des cours de langue de trois mois leur sont offerts. Les réfugiés adultes reçoivent de l'aide pour trouver un travail, y compris l'accès à des formations professionnelles. Après l'aide initiale, le JRS suit les adultes et les enfants pour une période pouvant aller jusqu'à un an.

BRÉSIL

République Dominicaine

Manifestation "enfants contre la violence" du JRS, Guasualito, sud-ouest du Venezuela

École soutenue par le JRS, nord d'Haïti

JRS États-Unis

ÉTATS-UNIS CANADA

Malgré l'autorisation présidentielle pour la réinstallation de 70.000 réfugiés en 2006, le nombre de réfugiés arrivés aux États-Unis l'année dernière a été de 41.269 seulement, une baisse annuelle de plus de 12.500 depuis 2005. Plusieurs facteurs ont contribué à faire baisser de manière drastique les admissions de réfugiés, mais le plus inquiétant a été ce qu'on appelle "l'exclusion pour support matériel" qui, avec ses définitions très vastes du terrorisme et de ce qui constitue un soutien matériel aux terroristes, a compromis l'engagement de longue date du pays de protéger les victimes de persécutions.

La mise en œuvre de ce principe d'exclusion a engendré une situation absurde où des réfugiés qui ont lutté contre le terrorisme et la tyrannie dans leurs patries ou qui ont combattu aux côtés des troupes américaines sont confrontés au refus de pénétrer sur le territoire américain parce qu'ils sont considérés comme des 'terroristes'. En plus de cela, des personnes qui ont été forcées à donner un soutien à des organisations terroristes, pour ne pas être tuées – sans prendre en compte l'entité de l'aide donnée – ont été considérés comme des collaborateurs de terroristes et de ce fait, toute protection leur a été refusée aux États-Unis.

Sur le front de l'immigration, le débat sur les immigrés sans papiers aux États-Unis a abouti l'année dernière à des marches tenues dans plus de 30 villes pour protester contre un projet de loi qui aurait fait passer comme criminels, environ 12 millions de migrants vivant aux États-Unis sans papiers. La guerre contre le terrorisme a poussé beaucoup de personnes à avoir des sentiments négatifs envers les migrants sans papiers par peur de nouvelles attaques terroristes, exacerbant ainsi les tendances xénophobes dans le pays. Au cours de l'année 2006, le Congrès des États-Unis n'a pas réussi à trouver un accord sur une législation pour rétablir le système des politiques migratoires qui sont désormais au point mort. Certains législateurs ont mis l'accent sur la nécessité de protéger l'état de droit et la sécurité nationale, alors que d'autres, y compris l'Église catholique, ont mis l'accent sur le besoin de justice et d'attention pour les migrants sans papiers. Malgré l'approbation et la signature d'un projet de loi, pour des raisons

---

"LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME A POUSSÉ BEAUCOUP DE PERSONNES À AVOIR DES SENTIMENTS NÉGATIFS ENVERS LES MIGRANTS SANS PAPIERS PAR PEUR DE NOUVELLES ATTAQUES TERRORISTES..."

électorales, qui a autorisé la construction d'une barrière de 1.100 km le long de la frontière du sud-ouest entre le Mexique et les États-Unis, le Congrès a très peu soutenu l'idée d'attribution de fonds nécessaires à l'accomplissement de ce projet de protection des frontières.

KEN GAVIN SJ,
DIRECTEUR DU JRS ÉTATS-UNIS

Au Canada, beaucoup d'ONG s'occupant de réfugiés, y compris le JRS, ont continué à protester contre l'accord entre les États-Unis et le Canada concernant les pays tiers sûrs. Le JRS s'est opposé à cet accord étant donné que les politiques canadiennes sont moins restrictives, fournissent plus d'assistance personnelle et ont beaucoup moins recours à la détention que leurs homologues américains. D'autres activités de pression du JRS ont été focalisées sur les obstacles auxquels les réfugiés sont confrontés quand ils entrent dans le pays grâce à des sponsors privés et sur la lenteur avec laquelle les familles de réfugiés sont réunies. Le JRS, faisant partie de la Sanctuary Coalition, a travaillé avec des groupes ecclésiastiques fournissant un abri à des personnes ayant reçu des ordres de déportation mais qu'un retour forcé dans leur pays pourrait mettre en danger.

JACK COSTELLO SJ,
PERSONNE DE CONTACT DU JRS AU CANADA

Les projets du JRS aux États-Unis

ÉTATS-UNIS

détention / pastorale

En 2006, le JRS États-Unis a continué à soutenir les programmes d'aumônerie pour les détenus non américains dans quatre centres pénitentiaires gérés par le Ministère de l'intérieur. Ces programmes ont offert à 30.000 détenus l'opportunité de participer à des services religieux réguliers.

advocacy

- Le JRS a demandé que les programmes de soutien spirituel soient étendus aux centres de détention qui prévoient un accès limité aux aumôniers et aux fonctions religieuses.
- En partenariat avec le JRS Asie Pacifique et d'autres ONG, le JRS États-Unis a préparé avec succès le chemin pour la réinstallation imminente aux États-Unis d'un assez grand nombre de Birmans chin réfugiés en Malaisie et de Birmans karenni réfugiés en Thaïlande.
- Le JRS a fait pression pour que le gouvernement des États-Unis donne l'exemple à d'autres pays d'accueil en faisant l'offre généreuse de réinstaller un grand nombre de Bhoutanais réfugiés dans le sud-est du Népal.
- En partenariat avec le JRS Colombie, le JRS États-Unis a demandé que les États-Unis aident la Colombie à prêter plus d'attention à la situation difficile des réfugiés colombiens qui se voient refuser l'entrée aux États-Unis à cause de "l'exclusion pour support matériel".

recherche de fonds

- Le JRS a distribué 1 17.000 dollars aux survivants les plus vulnérables de l'ouragan Katrina, y compris des élèves d'une école secondaire locale, des participants à un programme de formation professionnelle et un refuge pour sans abris à New Orleans.
- Le JRS États-Unis a donné une contribution de 200.000 dollars au JRS Sri Lanka pour assister les personnes déplacées à cause du tsunami et de la guerre.
- Le JRS États-Unis a offert 20.000 dollars pour acheter du matériel de construction pour reconstruire des écoles et des maisons pour les rapatriés dans des villages libériens.
- Le JRS États-Unis a fourni 20.000 dollars à des écoles d'alphabétisation portugaises pour les réfugiés angolais de retour.
- Le JRS États-Unis a offert 20.000 dollars pour permettre aux enfants réfugiés bhoutanais de finir leur enseignement secondaire.
- Le JRS a aidé le JRS Afrique de l'Est à obtenir 437.000 dollars d'aides américaines pour l'éducation primaire et l'alphabétisation pour adultes pour les réfugiés de retour et les déplacés internes dans le sud du Soudan.

Les projets du JRS au Canada

CANADA

assistance

Le JRS, en coopération avec l'organisation pour les réfugiés Romero House, a continué à organiser un camp d'été au centre jésuite Anishinabe dans le nord de l'Ontario projeté pour développer les capacités de leadership des réfugiés qui aident les nouveaux arrivés. Le JRS a aussi fourni une assistance psychologique aux réfugiés et s'est occupé des besoins pastoraux de beaucoup de réfugiés, d'ouvriers et de collaborateurs.

Le JRS a financé la réinstallation de familles réfugiées à Montréal et à Toronto et a assisté leur intégration dans la société canadienne. Le JRS a participé à des activités de recherche de fonds pour financer des cours de langue pour les travailleurs réfugiés, et il a assisté un projet du JRS en Amérique latine.

soutien sur le territoire

Le JRS est resté en contact étroit avec les équipes en Amérique Latine et a participé à des meetings en Équateur et en République Dominicaine. Il a aussi cofinancé une équipe de trois personnes comprenant le personnel du JRS et de Romero House pour participer à la conférence sur le travail apostolique expérimental, Homecoming and Encounter, organisée par l'ONG jésuite Alboan à Javier, en Espagne. L'équipe de Montréal a publié Vivre ensemble, un journal trimestriel traitant des expériences de réfugiés et de migrants au Québec, et elle a stimulé un dialogue interculturel significatif.

LES FINANCES DU JRS

Quelques notes brèves d'explication

1. Informations tirées des rapports financiers (recettes et dépenses) reçus des bureaux nationaux et/ou régionaux.
2. Le soutien en nature, en particulier de la part de la Compagnie de Jésus et d'autres congrégations religieuses, n'est pas inclus dans ces chiffres. Même s'il joue un rôle important pour l'activité du JRS, il est difficile à quantifier.
3. L'entité des financements en 2006 est restée au même niveau qu'en 2005.
4. **Sources de financement:**
  - *Église et autres agences catholiques* se réfère aux dons de conférences épiscopales, de diocèses, de congrégations religieuses et d'agences catholiques différentes de Caritas;
  - *Donateurs privés* inclut les dons de particuliers et de fondations privées;
  - *Autres revenus* se réfère aux gains dus aux investissements, aux intérêts bancaires et aux revenus de projets rémunérateurs;
  - *Compagnie de Jésus* se réfère aux dons de jésuites, de provinces jésuites et de procures jésuites pour les missions.

SOURCES DE FINANCEMENT JRS SUR L'ENSEMBLE DE LA PLANÈTE (en dollars des États-Unis)

Sources de financement	Montant
Donateurs privés	5.033.748
Réseau Caritas	4.732.655
Église et autres agences catholiques	4.685.483
Compagnie de Jésus	4.652.766
UNHCR et autres agences ONU	4.097.205
Autres revenus	1.775.695
Gouvernements	1.582.953
Total	26.560.505

SOURCES DE FINANCEMENT EN POURCENTAGE

SOURCES DE FINANCEMENT: COMPARATION 2005-2006

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN POURCENTAGE

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CONTINENT EN POURCENTAGE

<http://www.jrs.net> Le site web du JRS

Visitez <http://www.jrs.net> – le site du JRS – pour toutes les nouvelles et les informations sur les réfugiés en temps réel. Le site contient des “Alertes” régulières provenant de pays spécifiques où le JRS est présent, des articles de fond et des reportages des membres du JRS sur le terrain, ainsi que des documents et des publications du JRS.

Pour recevoir gratuitement **Servir** et **Dispatches**, abonnez-vous à travers le site Internet du JRS <http://www.jrs.net/lists/manage.php>

Servir

Servir est une revue de 12 pages, publiée trois fois par an, qui examine les centres d'intérêt du travail du JRS, racontant des histoires de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que les projets mis en place pour les aider. **Servir** est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.

Dispatches

Dispatches, un bulletin électronique bi-mensuel d'informations, publie des nouvelles sur la situation des réfugiés et des mises à jour sur les projets et les activités du JRS. Il est disponible en français, en anglais, en espagnol et en italien.

PROSPECTUS POLITIQUES DU JRS

Fuir pour sa vie et risquer l'emprisonnement sans avoir commis de délit

Depuis plus de 20 ans, le JRS sert, accompagne et défend les droits des réfugiés mis en détention. Le personnel du JRS à travers le monde - en Europe, aux États-Unis, en Asie du Sud, en Asie Pacifique, en Afrique Australe, en Afrique de l'Est et aux Caraïbes - a visité les personnes en détention qui n'ont été inculpées ou reconnues coupables d'aucun crime. Ces personnes ont été privées de leur liberté simplement parce qu'elles sont entrées ou restées dans un pays ou qu'elles se sont déplacées sans autorisation. Le JRS se préoccupe des conditions inadéquates dans lesquelles sont tenus les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants en détention ainsi que des obstacles rencontrés par les demandeurs d'asile essayant d'avancer dans les procédures pour la détermination du statut de réfugié.

Le JRS s'est rendu compte que la détention est de plus en plus utilisée - de manière inappropriée et en violation des lois internationales sur les droits de l'homme - pour décourager l'arrivée de réfugiés ou pour les persuader à partir. Par conséquent, le JRS a décidé de travailler avec d'autres ONG pour développer la coalition internationale sur la détention des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants, qui a été lancée à l'échelle mondiale le 20 juin 2006. Cette coalition a été mise en place pour sensibiliser l'opinion publique aux pratiques et politiques gouvernementales concernant la détention et pour promouvoir une protection et un respect plus importants en faveur des droits humains des détenus. Elle plaide pour la limitation de l'utilisation de la détention des immigrés, pour l'utilisation de formes moins restrictives que la détention et pour la recherche d'alternatives.

Pour plus d'informations, contacter le bureau international du JRS pour un une copie du prospectus ou le télécharger sur www.jrs.net/pubs/leaflets/index.php.

Forcé à rentrer chez soi à cause de la diminution des rations alimentaires

À travers l'accompagnement des réfugiés et des personnes déplacées de force, le JRS est témoin directement des souffrances et des dangers causés par la diminution des rations alimentaires. Une étude a donc été faite par les bureaux du JRS sur le terrain, sur l'impact des restrictions alimentaires, et a présenté un prospectus pour mettre en exergue les problèmes soulevés dans cette étude.

L'impact des restrictions alimentaires rapporté comprend une augmentation des problèmes de santé et de malnutrition, des retards dans le développement des enfants, un taux d'abandon scolaire plus important parmi les enfants, un plus grand nombre de personnes prises dans l'engrenage d'un travail où elles sont exploitées et un plus grand nombre de réfugiés forcés à rentrer chez eux. Les restrictions alimentaires forcent les réfugiés à enfreindre les lois limitant leur liberté de mouvement et d'accès au travail. Ils doivent quitter les camps pour travailler même si cela est illégal. Cela crée davantage de problèmes de sécurité et les met en contact avec la police locale qui les harcèle fréquemment, les oblige à payer des pots-de-vin, les arrête et les emprisonne. Elle déporte même certains d'entre eux, leur faisant courir le risque de subir de graves abus de leurs droits.

Pour plus de détails, contacter le bureau international du JRS pour une copie du prospectus ou le télécharger sur www.jrs.net/pubs/leaflets/index.php.

CONTACTER LE JRS

Bureau International

C.P. 6139,
00195 Roma Prati, Italie
Tel: +39 - 06 68 97 73 86
Fax: +39 - 06 68 97 73 80
Email: international@jrs.net

Afrique de l'Est

PO Box 76490,
Nairobi 00508, Kenya
Tel: +254 - 20 38 74 152
Fax: +254 - 20 38 71 905
Email: eastern.africa@jrs.net

Grands Lacs

B.P. 2382,
Bujumbura, Burundi
Tel: +257 210 494
Fax: +257 243 492
Email: grands.lacs@jrs.net

Afrique Australe

P.O. Box 522515, Saxonwold 2132,
Johannesburg, Afrique du Sud
Tel: +27 - 11 327 0811
Fax: +27 - 11 327 0811
Email: southern.africa@jrs.net

Afrique de l'Ouest

B.P. 2088,
Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Tel: +225 - 22 446 815
Tel/Fax: +225 - 22 446 833
Email: west.africa@jrs.net

Asie Pacifique

PO Box 49, Sanampao Post Office
Bangkok 10406, Thaïlande
Tel: +66 - 2 640 9590
Fax: +66 - 2 271 3632
Email: asia.pacific@jrs.net

Asie du Sud

ISI, 24 Benson Road,
Bangalore, 560 046, Inde
Tel: +91 - 80 235 37 742
Fax: +91 - 80 235 37 700
Email: south.asia@jrs.net

Europe

Rue du Progrès, 333 - boîte 2,
B-1030 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 - 2 250 3220
Fax: +32 - 2 250 3229
Email: europe@jrs.net

Amérique Latine et Caraïbes

Camejo a Colón,
Edificio Torre La Oficina, Piso 2,
oficinas 2-1, 2-2, 2-4,
Caracas, 1010-A Distrito Capital,
Venezuela
Tel/Fax: +58 - 212 564 6576
Email: latin.america@jrs.net

États-Unis

1616 P Street NW, Suite 300,
Washington, DC 20036-1405,
États-Unis
Tel: +1 - 202 462 0400
Fax: +1 - 202 328 9212
Email: usa@jrs.net

France

42, Rue de Grenelle
F-75343 Paris Cedex 07
France
Tel/Fax: +33 - 1 44 39 46 79
Email: france@jrs.net

Belgique

Rue Maurice Liétart, 31/9
B-1150 Bruxelles
Belgique
Tel: +32 - 2 738 0818
Fax: +32 - 2 738 0816
Email: belgium@jrs.net

SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL AUPRÈS DES RÉFUGIÉS

Ce sont vos dons qui nous permettent de soutenir les réfugiés et les demandeurs d'asile dans plus de cinquante pays. Si vous souhaitez faire un don, merci de bien vouloir remplir le coupon ci-contre et de l'envoyer au Bureau International du JRS. (Chèques au nom du Jesuit Refugee Service)

Je désire soutenir le travail du JRS

Don ci-joint de

Chèque ci-joint

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Pays: _____

Téléphone: _____ Fax: _____

Email: _____

Pour les transferts bancaires à l'ordre du JRS

Banque: Banca Popolare di Sondrio, Roma (Italie), Ag. 12
ABI: 05696 – CAB: 03212 – SWIFT: POSOIT22

Intitulé du compte: JRS

Numéro du compte:

- pour les Euros: 3410/05
IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05
- pour les dollars des États-Unis: VAR 3410/05
IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410

Domino Frank Suleiman SJ/JRS

Le JRS a aidé les communautés de rapatriés à reconstruire leurs églises, nord-ouest du Libéria

<http://www.jrs.net>

Sergi Camera